

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale de droit français

RAPPORT ANNUEL - SEPTEMBRE 2024

Société de Gestion

Amundi Asset Management

Sous déléataire de gestion comptable en titre

Caceis Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Sommaire

Pages

Compte rendu d'activité	3
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	19
Informations spécifiques	21
Informations réglementaires	23
Certification du Commissaire aux comptes	30
Comptes annuels	35
Bilan Actif	36
Bilan Passif	37
Compte de résultat	38
Annexes aux comptes annuels	40
Informations générales	40
Evolution des capitaux propres et passifs de financement	47
Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés	49
Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat	56
Inventaire des actifs et passifs	61
Annexe(s)	84
Caractéristiques de l'OPC	85

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte rendu d'activité

Octobre 2023

Au cours du mois d'octobre, les chiffres économiques américains ont, de nouveau, surpris à la hausse, alors que ceux de la zone euro sont restés décevants. Du côté des économies émergentes, une bonne nouvelle est venue de la croissance chinoise du T3. L'inflation, pour sa part, a davantage reflué en zone euro qu'aux Etats-Unis. La communication de la BCE et de la Réserve fédérale américaine a conforté les marchés dans l'idée que les cycles de hausses des taux de ces deux grandes banques centrales étaient terminés. Sur les marchés, les rendements obligataires ont fortement augmenté en cours de mois avant de se replier, tandis que les actions ont poursuivi leur correction. Etats-Unis : L'économie américaine a multiplié les signes de vigueur en octobre : en début de mois, le rapport mensuel sur le marché du travail a fait état de 336 000 nouveaux emplois nets en septembre, soit un chiffre bien au-dessus des attentes, même si d'autres éléments ont été moins encourageants (dont un taux de chômage un peu au-dessus des attentes à 3,8%). En fin de mois, les chiffres de la croissance économique du T3 ont montré une forte accélération avec une progression du PIB de 4,9% (en rythme annualisé) par rapport au T2, grâce, notamment, à la vigueur de la consommation. Par ailleurs, malgré la forte hausse des taux d'intérêt, le marché immobilier a continué d'afficher une bonne résistance. Cependant, le climat des affaires est resté négatif dans l'industrie. Les chiffres de l'inflation ont été mitigés : en septembre, la progression sur 12 mois de l'indice général des prix s'est maintenue à 3,7%, mais celle de l'indice sous-jacent a poursuivi sa décélération, à 4,1% (après 4,3% en août). En fin de mois, la Réserve fédérale semblait considérer que le niveau de ses taux directeurs était désormais approprié pour permettre une poursuite de la désinflation, et les marchés ne s'attendaient pas à une hausse de taux supplémentaire début novembre. Zone euro : La situation économique est restée très atone en octobre. Les indicateurs du climat des affaires ont continué de montrer une contraction de l'activité, plus marquée dans l'industrie que dans les services. En fin de mois, les chiffres de la croissance économique du T3 ont fait état d'un léger recul du PIB de la zone euro par rapport au T2, avec des différences entre pays (progression tangible en Espagne, légère en France, surplace en Italie et léger repli en Allemagne). Un peu plus tôt, les enquêtes portant sur le secteur bancaire ont montré une raréfaction de l'offre et de la demande de crédit. L'inflation, en revanche, a réservé de bonnes surprises : la progression sur 12 mois de l'indice général des prix n'a été que de 2,9% en octobre (bien moins qu'attendu et en net reflux après 4,3% en septembre), et la décélération de l'indice sous-jacent a continué, à 4,2% (après 4,5%). Comme attendu, la BCE s'est abstenue de tout mouvement sur ses taux directeurs lors de son comité de politique monétaire de novembre. Elle a, en revanche, indiqué que toute discussion au sujet de baisses de taux était prématurée, et n'a pas fait de nouvelle annonce concernant les modalités de réduction de son bilan. Emergents : L'économie chinoise a progressé de 4,9% au T3, plus rapidement que ce qu'attendait le consensus (4,5%). La production industrielle de septembre a également augmenté, ce qui laisse penser que les récentes mesures politiques sont en train de stimuler l'économie. Par ailleurs, les autorités ont approuvé un budget supplémentaire du gouvernement central de 1000 mds de RMB (0,8% du PIB) pour 2023, augmentant le déficit du gouvernement central de 3% à 3,8%. 500 mds de RMB seront dépensés au T4, tandis que la moitié restante sera consacrée au S1 2024. L'économie reste néanmoins confrontée à des vents contraires. Notamment, la crise de l'immobilier reste un sujet de préoccupation. En ce qui concerne les autres émergents, les perspectives macroéconomiques se sont légèrement détériorées avec une reprise plus lente que prévu des exportations, une révision à la hausse des prévisions et/ou des risques d'inflation à un an et une rhétorique de la Fed générant des anticipations de taux plus élevés plus longtemps. Côté banques centrales, certaines ont continué de baisser leur taux (Chili, Pérou, Hongrie, Pologne) mais la prudence gagne du terrain avec des baisses moins importantes ou des discours soulignant les risques. D'autres banques centrales, pour des raisons essentiellement idiosyncratiques, ont en revanche augmenté leur taux (Turquie, Russie, Indonésie, Philippines). Malgré le discours de la Fed et les événements géopolitiques du mois d'octobre, les dettes émergentes, que ce soit en devises locales ou fortes, ainsi que les taux de change ont plutôt bien résisté. En revanche, le MSCI pays émergents a reculé de -3,7%. Les rendements à 10 ans ont fortement augmenté au cours du mois, atteignant très brièvement 5% aux Etats-Unis et 3% en Allemagne, avant de refluer en fin de mois, après les réunions de politiques monétaires de la Fed et de la BCE qui ont renforcé le sentiment que le cycle de durcissement monétaire était terminé. Au total le rendement à 10 ans américain a baissé de 4 pb sur le mois à 4.53% et le rendement à 10 ans allemand a baissé de près de 30 pb à 2.62%. La hausse du début du mois avait été motivée par deux facteurs 1) l'anticipation, par les marchés, que les banques centrales maintiendraient des taux élevés sur une période prolongée 2) le fait que les investisseurs commencent à

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

exiger des rendements plus élevés pour absorber les volumes croissants d'émissions nécessaires pour financer les déficits publics. Actions : La correction des marchés d'actions, amorcée en août, s'est prolongée en septembre. La hausse des taux longs américains, conjuguée aux bénéfices décevants de certains grands noms de la technologie, ont fortement impactés les actions. Le rendement du Trésor américain à 10 ans a atteint 5% pour la première fois depuis juillet 2007. Le MSCI ACWI perd -2,8%. Les Etats-Unis reculent de -2,4% mais surperforment l'Europe (-3,5%). Les marchés de la Zone Euro (-3,3%) font légèrement mieux avec en tête le Portugal (+0,8%). Hors zone euro, le marché suisse (-5,1%) a particulièrement souffert. Le MSCI pays émergents recule (-3,7%) pénalisé notamment par la forte sous performance du marché sud-coréen (-7%) ainsi que du marché chinois (-4,2%). En Europe, les secteurs cycliques (-3,8%) corrigent plus que les secteurs défensifs (-2,9%). Les secteurs de la banque (-6,3%), de la santé (-5,5%) et de la consommation discrétionnaire (-5,3%) sont les principaux contributeurs de la baisse en octobre. En Europe, les valeurs de croissance (-3,2%) surperforment les valeurs dites « Value » (-3,8%). Le fonds a enregistré une performance en retrait sur le mois suite à la résurgence de risques géopolitiques. Au moyen orient, le conflit entre Israël et le Hamas n'a cessé de prendre de l'ampleur impliquant de nombreux pays et a fortement pesé sur le sentiment des investisseurs qui craignent un embrasement. Du côté des banques centrales, la perspective d'une politique de taux élevés maintenue sur une longue période exerce une pression sur l'économie. Cette dernière montre des signes de ralentissement généralisé laissant penser qu'une récession puisse survenir dans les mois à venir. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous décidons de maintenir les positions inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Novembre 2023

En novembre, l'économie américaine est restée tonique, bien qu'en légère perte de vitesse, tandis que celle de la zone euro s'est maintenue sur une trajectoire stagnante. La Chine, de son côté, a déployé de nouvelles mesures visant à amortir son ralentissement. Dans les grandes économies avancées, l'inflation a baissé plus rapidement que prévu et les banques centrales se sont abstenues de signaler des hausses de taux supplémentaires. Les marchés ont très bien accueilli ces développements : les rendements obligataires ont fortement baissé et les actions ont réalisé de belles progressions. Etats-Unis : Les données économiques publiées en novembre ont montré une activité toujours vigoureuse, quoiqu'un peu moins que les mois précédents. Ainsi, l'économie américaine a créé 150 000 emplois nets en octobre, un chiffre toujours élevé mais plus faible que ceux d'août et septembre, et le taux de chômage, bien que restant bas, a poursuivi sa légère remontée (3,9% après un point bas à 3,4% en avril). Les enquêtes ISM ont signalé une poursuite de la dégradation du climat des affaires dans le secteur manufacturier, et une décélération de l'expansion dans celui des services. D'autres chiffres mensuels, comme ceux des ventes au détail ou des commandes de biens durables, ont également montré un ralentissement. L'inflation, pour sa part, a baissé davantage que prévu : en octobre, la progression de l'indice général des prix a été de 3,2% sur 12 mois (après 3,7% en septembre), celle de l'indice sous-jacent de 4,0% (après 4,1%). Enfin, l'indice d'inflation Core PCE, déterminant pour l'attitude de la Réserve fédérale, a vu sa progression se réduire à 3,5% sur 12 mois (3,7% en septembre), soit le rythme le plus lent depuis avril 2021. A l'issue de son comité de politique monétaire du 1er novembre, la Réserve fédérale a laissé ses taux directeurs inchangés. Elle a toutefois laissé la porte ouverte à d'éventuelles hausses supplémentaires en cas de ralentissement insuffisant de l'inflation, et indiqué que toute discussion au sujet d'une baisse des taux était prématurée. Zone euro : Les chiffres de novembre n'ont pas changé le tableau économique général, marqué par la stagnation de l'activité depuis le début de l'année. En positif, la plupart des grandes enquêtes d'activité (PMI, IFO.) ont cessé de se dégrader, mais cette stabilisation s'est faite sur des niveaux médiocres ou signalant toujours une baisse de régime (surtout dans l'industrie). En négatif, des craquements ont commencé à apparaître sur le marché du travail, jusqu'à présent en bonne forme (hausse du chômage dans certains pays). De bonnes nouvelles sont en revanche venues de l'inflation : en novembre, la hausse de l'indice général des prix à la consommation a ralenti davantage que prévu, à 2,4% sur 12 mois (après 2,9% en octobre) et celle de l'indice sous-jacent à 3,6% (après 4,2%). La BCE, à en juger par sa communication durant le mois (en l'absence de comité de politique monétaire), a semblé satisfaite, dans l'ensemble, du niveau de ses taux directeurs. Par ailleurs, l'agence Moody's s'est abstenue de dégrader sa note de la dette publique italienne (un tel mouvement, jugé possible en début de mois, aurait fait passer cette dette en catégorie « spéculative ») et en a même amélioré la perspective. En revanche, un nouveau risque pour la croissance est apparu en Allemagne, la Cour constitutionnelle du pays ayant invalidé la dépense, à des fins d'investissement, de fonds publics initialement destinés à la lutte anti-COVID mais qui n'avaient pas été utilisés. Emergents : Pékin a continué d'adopter des initiatives jugées favorablement par les marchés, en incitant les banques à financer les promoteurs privés, en exemptant de visa cinq pays de l'UE et en annonçant un budget supplémentaire de 0,8% du PIB. Il s'agit de mesures réactives visant à atténuer le

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

choc du désendettement en cours qui devrait limiter le cycle haussier en 2024, s'il y en a un. Au cours du mois, le narratif dominant du marché est passé de la perspective de taux plus élevés de la Fed plus longtemps à celle de baisses de taux possibles dès le premier trimestre 2024. Malgré un contexte géopolitique tendu, la plupart des banques centrales des pays émergents ont réagi à ce changement en continuant leur politique monétaire comme prévu c'est-à-dire en baissant leurs taux, motivées par ailleurs par la poursuite de la décélération de l'inflation. L'ensemble des actifs émergents a également bien performé ce mois-ci, même si côté devises la volatilité a été importante. Taux : Le marché obligataire a réalisé son meilleur mois depuis 2008. Le marché des taux a été marqué ces derniers jours par une forte baisse des taux courts et longs. Les investisseurs ont été surpris par la forte baisse de l'inflation, notamment en zone euro. En novembre, l'inflation dans la zone euro a connu une baisse importante, passant de 2,9% à 2,4%. De plus, certains membres du FOMC ont confirmé que la Fed pourrait commencer à baisser son taux directeur simplement parce que l'inflation recule. En conséquence, les investisseurs ont fortement révisé leurs anticipations de politique monétaire. Le marché considère, désormais, que la Fed et la BCE pourraient commencer leur cycle de baisse de taux dès le mois de mars. En parallèle, les marchés du crédit ont affiché des résultats positifs, encouragés par les perspectives de baisse de taux. Actions : Les marchés d'actions ont fortement rebondi en novembre. Le rendement américain à 10 ans a chuté de près de 50 point de base sur le mois. Les actions mondiales en ont profité, le MSCI ACWI gagnant +7,9%. Les Etats-Unis ont progressé de 9,2%, surperformant l'Europe (+5,6%). Les marchés de la zone euro (+7,8%) ont fait mieux, avec comme principaux contributeurs l'Allemagne (+9,8%) et les Pays-Bas (+9,8%). Hors zone euro, le marché britannique (+1,8%) n'a pas su profiter pleinement du rebond notamment du fait de son exposition aux secteurs de l'énergie et des matériaux. Le marché nippon (+5,9%), en revanche, s'est joint au rallye. Le MSCI pays émergents a progressé (+6%), entraîné par la dépréciation du dollar et la bonne performance du marché sud-coréen (+11%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites « value » (+4,3%) sous-performent les valeurs de croissance (-7%). En tête, le secteur de l'immobilier (+14,2%) et le secteur de l'IT (+13,6%), sensibles taux d'intérêt. Le secteur de l'énergie (-2,6%) est le seul à finir le mois en territoire négatif. Le fonds a affiché des performances positives sur le mois de novembre, stimulées par les perspectives de désinflation rapide. Les Banques Centrales ont évité de mentionner de possibles hausses de taux, provoquant ainsi une augmentation significative du marché obligataire. Toutefois, le conflit au Moyen-Orient demeure une variable importante qui pourrait freiner la désinflation en cours en influant sur les prix du pétrole à la hausse. Parallèlement, malgré la résilience de l'économie américaine, l'essoufflement du soutien budgétaire pourrait éventuellement impacter la consommation des ménages. Enfin, la zone Euro, déjà marquée par un ralentissement industriel, voit son contexte s'aggraver avec l'invalidation du budget des dépenses en Allemagne. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous décidons de maintenir les positions inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Décembre 2023

En décembre, l'économie américaine a continué de se montrer résiliente, alors que la conjoncture est restée stagnante en Europe. Le ralentissement s'est poursuivi en Chine, tandis que les autres économies émergentes ont connu des situations diverses. L'inflation a continué de ralentir aux Etats-Unis et en zone euro, mais la Réserve fédérale américaine a communiqué de façon plus appuyée que la BCE sur d'éventuelles baisses de taux au cours des prochains mois. Plusieurs banques centrales des économies émergentes ont, pour leur part, baissé leurs taux. Dans la prolongation des mouvements déjà observés en novembre, les rendements obligataires ont baissé et les indices d'actions ont progressé, inscrivant pour certains de nouveaux plus hauts historiques. Etats-Unis : Les chiffres économiques publiés en décembre ont montré une activité toujours vigoureuse. Le nombre d'emplois nets créés est resté élevé et le chômage est redescendu à 3,7% (après 3,9% en octobre). L'inflation a quant à elle continué de refluer en novembre. L'indice général des prix à la consommation « Core PCE », particulièrement suivi par la Réserve Fédérale, a vu sa hausse sur 12 mois ramenée à 3,2% (après 3,4% en octobre), soit le rythme le plus faible depuis avril 2021. Ainsi la Réserve fédérale a revu à la baisse ses prévisions d'inflation pour 2024 et 2025, et a laissé entendre que les hausses de taux étaient probablement terminées. Zone euro : Les indicateurs de décembre ont confirmé la stagnation de la situation économique, conformément à ce qui avait été observé depuis le début de l'année. La confiance des ménages a tout de même rebondi, quoique restant à un niveau très faible, et le taux de chômage est resté inchangé, à 6,5%. En revanche, en ce qui concerne l'inflation, l'amélioration des indicateurs s'est poursuivie. En effet, en novembre, l'indice général des prix à la consommation a ralenti davantage que prévu, en hausse de 2,4% sur 12 mois (après 2,9% en octobre). De même, l'indice sous-jacent a progressé de 3,6% contre 4,2% le mois précédent, soit le rythme le plus faible depuis avril 2022. La BCE est toutefois restée prudente, soulignant la persistance de pressions inflationnistes provenant de l'économie domestique et indiquant que

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

d'éventuelles baisses de taux n'étaient pas encore en discussion. Emergents : En Chine, l'activité économique est restée faible en cette fin d'année. L'économie reste affectée par le secteur immobilier dont les chiffres de ventes de logement sont à la peine. Parallèlement, les indicateurs de production industrielle publiés pour le mois de décembre sont à leur niveau le plus bas depuis 6 mois. En terme de politique monétaire, la banque centrale chinoise a maintenu inchangé l'un de ses principaux taux directeurs. A l'inverse, en Inde, la croissance reste robuste portée par l'amélioration de la consommation des ménages. Taux : Sur le marché obligataire, la fin de l'année a été marquée par une forte baisse des rendements. Le taux 10 ans américain a clôturé l'année à près de 3,8% et le taux 10 ans allemand aux alentours de 2%. Le marché s'attend à ce que la Fed et la BCE entament leur cycle de baisse des taux dès le mois de mars. Cette baisse très rapide des rendements s'explique par une baisse plus forte que prévu de l'inflation dans les économies développées et par le changement de ton de la Fed. En effet, la Fed étant rassurée par le recul de l'inflation, ses membres sont désormais très attentifs à l'impact de la hausse des taux sur la croissance. L'objectif étant d'éviter un ralentissement excessif de l'activité. En zone euro, malgré un marché du travail solide, la croissance économique surprend toujours à la baisse. Les marchés s'attendent désormais à un retour rapide de l'inflation à 2% mais sans récession. Actions : Le rallye des actions mondiales, qui a commencé fin octobre, s'est prolongé en décembre en réaction à la forte baisse généralisée des taux longs. Les actions mondiales en ont profité, le MSCI ACWI gagnant 4,1%. Les Etats-Unis ont progressé de 4,9% et ont surperformé l'Europe (+3,1%) portée par les Pays-Bas (+6,1%) et le Portugal (+3,4%). Hors zone euro, les marchés suédois (+7,6%) et britannique (+3,5%) ont su tirer leur épingle du jeu. En revanche, le marché nippon (-0,7%) s'est montré à contre tendance et a fini le mois en territoire négatif. Le MSCI pays émergents a progressé (+2,8%), entraîné par la dépréciation du dollar et la bonne performance du marché indien (+7,8%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites cycliques (+4,4%) l'ont emporté face aux valeurs défensives (+0,8%). En tête, le secteur de l'immobilier (+11,6%) et le secteur industriel (+6,3%). Le secteur de l'énergie (-1,6%) est le seul secteur qui a fini le mois en territoire négatif. Finalement, les valeurs de croissance (+3,3%) ont surperformé les valeurs dites « value » (+2,8%). Performance du fond : Le fonds a affiché des performances en forte hausse au mois de décembre, s'inscrivant dans la poursuite de la hausse des marchés actions entamé fin octobre. Aux Etats-Unis, la publication de données macro-économiques a conforté la perspective d'un « atterrissage en douceur », et a laissé envisageable une prochaine baisse des taux. En zone euro, les chiffres de la croissance sont restés modérés, mais le fort recul de l'inflation a accru la confiance des investisseurs, désormais plus enclin à s'exposer à des actifs risqués. Ainsi, dans ce contexte, les rendements obligataires ont baissé et les indices actions ont progressé, inscrivant, pour certains, de nouveaux plus hauts historiques. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous décidons de maintenir les positions inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Janvier 2024

Les chiffres économiques publiés en janvier ont montré un creusement de l'écart entre l'activité américaine, toujours vigoureuse, et une conjoncture beaucoup plus faible en zone euro. En Chine, les chiffres ont été un peu meilleurs qu'attendus. Les banques centrales ont indiqué qu'elles commençaient à envisager de baisser leurs taux, mais dans un futur moins proche que ce qu'espéraient les marchés. Ainsi, les rendements obligataires ont légèrement rebondi, et les marchés actions ont connu, dans l'ensemble, des performances positives. Etats-Unis : L'économie américaine a continué de surprendre positivement au mois de janvier. En effet, au quatrième trimestre 2023, la croissance du PIB a été supérieure aux attentes, progressant de 3,3%. D'autres indicateurs, tels que la production industrielle ou les commandes de biens durables, ont, une nouvelle fois, démontré la résilience de l'industrie et de la consommation des ménages américains. L'inflation a, quant à elle, légèrement rebondi, l'indice général des prix à la consommation atteignant 3,4% en décembre, contre 3,1% en novembre. Cependant, l'indice Core PCE, particulièrement suivi par la Fed, a continué de refluer, à 2,9% en décembre, contre 3,2% le mois précédent. Ainsi, pour toutes ces raisons, le Président de la Banque Centrale, Jerome Powell, s'est dit satisfait des dernières données économiques dans son premier comité de l'année, bien qu'il reste toutefois prudent et dans l'attente de la confirmation de ces données avant d'engager une première baisse des taux d'intérêts. Zone euro : En zone euro, les chiffres de la croissance ont fait état d'une conjoncture globalement médiocre, mais avec des divergences entre les pays, l'Italie (+0,2%) et l'Espagne (+0,6%) constatant une légère progression, l'Allemagne (-0,3%) un repli, tandis que la France stagne. D'autre part, si l'industrie a montré quelques signes de stabilisation, ce n'est pas le cas des services qui se sont, au contraire, détériorés. En ce qui concerne le marché du travail, ce dernier est resté robuste, avec un taux de chômage au plus bas depuis la création de la zone euro, à 6,4%. Si cette vigueur ne semble plus être un obstacle majeur à la baisse des taux, la Présidente de la BCE a tout de même insisté sur le fait qu'il ne fallait pas s'attendre à une baisse des taux au premier trimestre 2024. En effet, si l'indice de l'inflation

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

sous-jacente a continué de ralentir (3,4% en décembre, contre 3,6% en novembre), l'indice général a de nouveau accéléré, en hausse de 2,9% sur 12 mois en décembre, contre 2,4% en novembre. Emergents : En Chine, malgré une croissance supérieure aux attentes fin 2023 (5,2%), le marché de l'immobilier reste sous tension et la confiance des ménages est faible. A l'échelle régionale, le recul de l'inflation et la hausse des exportations ont bénéficié aux autres pays asiatiques. Cependant, les tensions géopolitiques et l'incertitude quant aux futures baisses de taux des grandes banques centrales (Fed et BCE) ont limité l'appétit des investisseurs pour le risque. Taux : En janvier, après la forte diminution des taux à la fin de l'année 2023, le rendement des obligations américaines à 10 ans est resté stable, tandis que le rendement des obligations allemandes à 10 ans a légèrement augmenté. De leur côté, les banques centrales américaine (Fed) et européenne (BCE), sont restées prudentes quant au rythme de désinflation, particulièrement dans les services, d'autant plus que les risques géopolitiques actuels (conflit au Proche-Orient et tensions en mer Rouge) constituent toujours un risque à la hausse pour l'inflation. A l'inverse, l'appétit des investisseurs sur le marché du crédit reste fort, les investisseurs souhaitant capturer les rendements actuels avant la baisse des taux attendue en 2024. Actions : En ce début d'année 2024, les très bons résultats des secteurs de la technologie et du luxe ont bénéficié aux actions mondiales, le MSCI All Countries gagnant 1,2%. A l'échelle régionale, les Etats-Unis (+1,5%) ont surperformé l'Europe (+1,2%). Plus précisément, en zone euro, les marchés ont été portés par les Pays-Bas (+7,8%) et la France (+1,7%) et ont progressé de 2,1%. A contrario, hors zone euro, le marché britannique (-1,3%) a affiché des performances négatives. En Asie, alors que le Japon a su tirer son épingle du jeu, progressant de 8,5%, les mauvaises performances de la Chine (-10,4%) ont entraîné à la baisse le MSCI pays émergents qui a reculé de 3,5%. D'un point de vue sectoriel, en Europe, les valeurs dites cycliques (+1,5%) l'ont emporté sur les valeurs dites défensives (+0,8%), avec en tête le secteur des technologies (+9,7%), et des services de communication (+3,4%). Au contraire, les secteurs des matériaux (-4,1%), des services publics (-3,9%), et de l'énergie (-3%) sont ceux qui ont connu les plus fortes baisses. Finalement, les valeurs dites de croissance (+2,7%) ont surperformé les valeurs dites « value » (-0,3%). Le fonds a affiché des performances en retrait sur le mois de janvier. En effet, au cours du mois, les interrogations des investisseurs sur l'agenda des banquiers centraux ont accru la volatilité des marchés obligataires. Plus particulièrement, nos positions sur les dettes souveraines américaines ont pénalisé les performances du portefeuille. A l'inverse, nos positions investies dans des fonds de performance absolue ont, quant à elles, surperformé. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous les avons maintenues inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Février 2024

Les dernières données économiques publiés en février ont continué d'afficher une divergence entre les Etats-Unis, où ils sont restés globalement bons, et l'Europe, où ils ont été plutôt médiocres. Du côté des économies émergentes, une légère amélioration a été observée. En ce qui concerne l'inflation, elle a, de nouveau, ralenti aux Etats-Unis et en Europe, après son rebond de janvier. Ainsi, les banques centrales ont réitéré leur intention de baisser les taux, mais dans un futur moins proche que ce qu'espéraient les marchés. Finalement, les actions sont restées orientées à la hausse et les rendements obligataires ont poursuivi leur rebond entamé en janvier. Etats-Unis : Les chiffres économiques parus en février ont confirmé la vigueur de l'économie américaine. Notamment, le nombre d'emplois nets créés a été très supérieur à ceux des mois précédents et aux attentes, tandis que le taux de chômage est resté stable, à 3,7%. D'autre part, l'indice qui reflète la santé des entreprises du secteur manufacturier, l'ISM manufacturier, a atteint son plus haut niveau depuis octobre 2022. Toutefois, il indique toujours une légère contraction de l'activité, et incite donc à la prudence. Son homologue portant sur les services a, quant à lui, fait état d'une forte expansion. En ce qui concerne l'inflation, celle-ci a atteint 3,1% pour l'indice général des prix, et 3,9% pour l'indice sous-jacent, soit des niveaux encore trop élevés aux yeux de la Réserve fédérale pour amorcer la baisse des taux directeurs. Zone euro En zone euro, si la conjoncture est restée médiocre en février, certains indicateurs ont, tout de même, laissé envisager un potentiel début de reprise. Certes, l'indice qui reflète la santé des entreprises du secteur manufacturier a fait état d'une légère dégradation, mais son homologue portant sur les services est repassé au point neutre après 6 mois en territoire négatif. D'autre part, l'indice IFO, qui évalue le climat des affaires en Allemagne, s'est légèrement amélioré, bien qu'il reste toujours très faible. De son côté, l'inflation a continué de ralentir, mais moins rapidement que ce qu'espéraient le marché et les banquiers centraux. En effet, l'indice global des prix à la consommation a atteint 2,8% en janvier (contre 2,9% en décembre), et l'indice de l'inflation sous-jacente a été revu à 3,3% (contre 3,4% en décembre). Ainsi, si la Banque Centrale Européenne (BCE) a réaffirmé sa volonté de baisser les taux, elle a aussi laissé entendre que cette baisse ne serait pas imminente, et restait conditionnée à la poursuite du reflux de l'inflation. Emergents : Dans les pays émergents, la dynamique de croissance se poursuit, favorisée par la

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

baisse des taux des banques centrales, à l'instar de la Chine qui a réduit son taux préférentiel des prêts à 5 ans de manière plus importante que ce qui était anticipé par le marché. Les banques centrales des pays émergents restent cependant prudentes en raison des risques inflationnistes posés par les tensions en mer Rouge, et les pressions sur les devises émergentes, engendrées par les changements d'anticipations du marché sur le calendrier de la Réserve fédérale américaine. Taux : La hausse des taux observée depuis le début de l'année s'est poursuivie en février. Au cours du mois, le rendement du taux allemand à dix ans a augmenté pour atteindre 2,4%. La même tendance a été observée aux Etats-Unis, où les taux à 10 ans ont atteint 4,2%. Depuis le début de l'année, les données économiques ne cessent de surprendre positivement. Aussi, les économistes ont revu à la hausse leurs projections de croissance pour les Etats-Unis, et anticipent une inflation plus persistante que prévu à court terme. Dans ce contexte, les investisseurs comptent sur la réunion de mi-juin pour que la Réserve Fédérale et la Banque Centrale Européenne initient leurs cycles de baisse des taux. Ils ont, également, réduit leurs anticipations concernant l'ampleur des baisses de taux attendues en 2024. Actions : En février, la confiance des investisseurs a porté à la hausse les marchés actions, le MSCI All Countries progressant de 4,5% sur le mois. De leur côté, les Etats-Unis ont progressé de 5,2% et surperformé l'Europe (+2,2%). Les marchés de la zone euro (+3,2%) ont eu comme principaux contributeurs l'Italie (+6,2%) et les Pays-Bas (+5,4%). Hors zone euro, le marché suédois (+5%) s'est démarqué. En Asie, le Japon a affiché une performance de 5,4%. Du côté des marchés émergents, le MSCI pays émergents a également progressé (+5%), entraîné par la surperformance du marché chinois (+8,6%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites « cycliques » (+4,3%), portées par la consommation discrétionnaire (+7,7%), la technologie (+6,1%) et l'industrie (+6%), l'ont emporté sur les valeurs dites « défensives » (-1,4%), fragilisées par l'immobilier (-7,1%) et les services aux collectivités (-5,7%). En Europe, les valeurs de croissance (+4,2%) ont surperformé les valeurs dites « value » (0%). Le fonds a affiché des performances en léger retrait en février. En effet, comme le mois précédent, les investisseurs s'interrogent toujours sur l'agenda des banquiers centraux ce qui accru la volatilité des marchés obligataires. Au sein du portefeuille, nos positions sur la dette souveraine américaine ont pénalisé les performances. A l'inverse, nos positions investies dans des fonds de performance absolue ont, quant à elles, surperformé. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous les avons maintenues inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Mars 2024

Les chiffres économiques publiés en mars ont confirmé la bonne tenue de l'économie américaine et l'amélioration de la conjoncture en Europe après plusieurs mois de quasi-stagnation. Dans les pays émergents, les indicateurs ont montré des divergences entre les régions. De part et d'autre de l'Atlantique, le ralentissement de l'inflation a continué, mais de façon plus graduelle que fin 2023. Enfin, sur les marchés, les actions ont poursuivi leur ascension et les rendements obligataires sont restés orientés à la hausse. Etats-Unis Ce mois-ci, l'économie américaine a continué de déjouer les pronostics de net ralentissement. Le marché du travail est resté tonique en février, même si les chiffres, particulièrement élevés, de création nette d'emplois des deux mois précédents ont été révisés à la baisse. A noter toutefois que le taux de chômage est remonté à 3,9% (après 3,7% en janvier). D'autre part, l'indice qui reflète la santé des entreprises du secteur des services a continué de signaler une expansion de l'activité, bien que son homologue portant sur les entreprises du secteur manufacturier ait fait état d'une stagnation de l'activité. En ce qui concerne l'inflation, l'indice Core PCE, particulièrement suivi par la Réserve Fédérale (Fed), a atteint 2,8% en février (après 2,9% en janvier). Aussi, les gouverneurs de la Fed ont continué d'indiquer qu'ils s'attendaient à 0,75% de baisse des taux directeurs d'ici fin 2024. Zone euro Les indicateurs publiés au mois de mars ont montré quelques signes d'amélioration de la conjoncture en zone euro. Par exemple, l'indice qui reflète la santé des entreprises du secteur des services a signalé une forte expansion de l'activité, alors qu'il était à peine à l'équilibre le mois dernier. Cependant, cette amélioration n'a pas été répliquée par son homologue portant sur le secteur manufacturier, qui indique toujours une contraction de l'activité. Par ailleurs, malgré la stagnation de la croissance au quatrième trimestre 2023, des chiffres publiés récemment ont fait état du maintien du niveau de l'investissement des entreprises en ce début d'année. Pour sa part, l'inflation a poursuivi son reflux, à 2,6% (contre 2,8% en janvier). Dans ce contexte, la Présidente de la Banque Centrale Européenne (BCE) a signalé que davantage d'informations sur le rythme de désinflation serait disponible en juin, les investisseurs interprétant cela comme le signal d'une potentielle première baisse des taux à cette échéance. Emergents : Du côté des pays émergents, la situation est diverse selon les régions. Tandis que la conjoncture s'est améliorée en Amérique latine, elle est restée stable en Asie, où la révision à la baisse des prévisions de croissance et la persistance de l'inflation inquiètent. Couplés aux incertitudes sur le calendrier et l'ampleur du desserrement de la politique monétaire américaine, ces éléments ont entraîné une plus forte volatilité des

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

devises et actifs des pays émergents. En conséquence, plusieurs banques centrales ont révisé leur discours, d'autant plus que le contexte géopolitique mondial fait craindre d'éventuelles répercussions sur le niveau de l'inflation. Taux La hausse des taux observée depuis le début de l'année s'est poursuivie en mars. Au cours du mois, le rendement du taux allemand à dix ans a augmenté pour atteindre 2,4%. La même tendance a été observée aux Etats-Unis, où les taux à 10 ans ont atteint 4,3%. De manière générale, les taux restent très volatils et les marchés évoluent au gré de l'évolution de l'inflation et des discours des banquiers centraux. En effet, lors de son dernier discours, la Présidente de la BCE a laissé la porte ouverte à une première baisse des taux en juin, bien que cette dernière reste conditionnée au rythme de désinflation et à l'évolution du marché du travail, qui a fait preuve de résilience jusqu'ici. Outre Atlantique, la récente accélération de l'inflation a réduit la confiance des investisseurs dans la probabilité d'une première baisse des taux en juin, bien que le discours de Jérôme Powell (Président de la Fed) reste identique au mois précédent. Actions : Au mois de mars, les marchés actions ont poursuivi leur ascension, soutenus par le ton plus conciliant des banques centrales, le MSCI All Countries gagnant 3,1%. Ce mois-ci, contrairement aux mois précédents, les Etats-Unis (+3,1%) ont sous-performé l'Europe (+4%) et la zone euro (+4,3%), portés par les belles performances de l'Italie (+7,3%) et de l'Espagne (+11,1%). En Asie, le Japon a conservé sa tendance haussière (+3,4%). Du côté des pays émergents, le MSCI pays émergents a progressé de 2,7%, entraîné par la surperformance des marchés taïwanais (+9%) et sud-coréen (+6%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites « cycliques » (+4,3%), portées par le secteur bancaire (+9,1%), l'immobilier (+8,2%) et le secteur de l'énergie (+6,8%), ont surperformé les valeurs dites « défensives » (+3,5%), fragilisées par le secteur des biens de consommation de base (+1,5%) et le secteur des biens de consommation cycliques (+2,2%). Finalement, les valeurs de croissance (+3,4%) ont sous-performé les valeurs dites « value » (+4,7%). Le fonds a affiché des performances positives en mars. La volatilité du marché obligataire persiste dans un contexte où les investisseurs s'interrogent toujours sur le calendrier des banquiers centraux de part et d'autre de l'Atlantique, et notamment sur l'amorce des premières baisses des taux. Au sein du portefeuille, l'ensemble de nos positions ont contribué à la performance. Nos positions investies en dettes émergentes ont particulièrement surperformé ce mois-ci. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous les avons maintenues inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Avril 2024

En avril, les chiffres économiques publiés aux Etats-Unis ont fait état d'une conjoncture toujours dynamique, malgré quelques déceptions. Ceux publiés en zone euro ont confirmé l'amélioration de la conjoncture observée depuis le mois précédent. En ce qui concerne l'inflation, sa baisse plus convaincante en zone euro qu'aux Etats-Unis, a conduit les marchés à anticiper le fait que la BCE entamerait probablement son cycle de baisse des taux avant la Fed. Enfin, sur les marchés, les rendements obligataires ont atteint de nouveaux points hauts, tandis que les indices actions ont, en majorité, reculé. Etats-Unis : Ce mois-ci, l'économie américaine est restée vigoureuse, malgré quelques déceptions. Le marché du travail est notamment resté particulièrement robuste, avec un nombre de création d'emplois toujours très élevé. D'autre part, l'indice qui reflète la santé des entreprises du secteur manufacturier est revenu en territoire légèrement positif, alors qu'il faisait jusqu'à présent exception parmi les grands indicateurs américains en signalant une contraction de l'activité depuis novembre 2022. Publié fin avril, le chiffre de la croissance du PIB au 1er trimestre a été en dessous des attentes, mais essentiellement du fait de composantes volatiles (commerce extérieur), alors que la consommation et l'investissement privé ont continué de bien se comporter. L'inflation, pour sa part, a surpris à la hausse en mars pour le 3ème mois consécutif. L'indice global des prix a réaccélééré, en hausse de 3,5% sur un an (après 3,2% en février) et, surtout, l'indice sous-jacent a interrompu sa décélération, en hausse de 3,8% sur un an et de 0,4% sur un mois (même chiffre qu'en février). L'indice Core PCE, suivi par la Réserve Fédérale (Fed), a également progressé au même rythme qu'en février, de 2,8% sur un an et de 0,3% sur un mois, augmentant l'incertitude sur la poursuite du mouvement de désinflation, et donc sur le calendrier de baisse des taux directeurs aux Etats-Unis. Zone euro : Les indicateurs publiés au mois d'avril ont montré la poursuite de l'amélioration de la conjoncture en zone euro. Ainsi, les grands indicateurs de conjoncture, tels que l'ISM des services qui reflète la santé des entreprises du secteur des services, ont signalé une amélioration de l'activité, malgré une situation toujours dégradée dans le secteur manufacturier. De plus, les chiffres de la croissance du PIB du 1er trimestre publiés fin avril ont surpris à la hausse, tant en ce qui concerne la zone euro (hausse de 0,3% par rapport au dernier trimestre 2023) que ses principaux pays membres (hausse de 0,2% en Allemagne et en France, de 0,3% en Italie et de 0,7% en Espagne). D'autres bonnes nouvelles sont venues des chiffres de l'inflation, en effet, si la hausse de l'indice global des prix est restée inchangée (2,4% sur 12 mois, après un chiffre identique en mars), celle de l'indice sous-jacent a poursuivi son reflux (2,7%, après 2,9%). Surtout, l'inflation des services a enfin légèrement reculé (3,7%, alors qu'elle était

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

restée inchangée à 4,0% au cours des cinq derniers mois). Dans ce contexte, la BCE a laissé entendre qu'elle procéderait probablement à une première baisse de ses taux directeurs en juin. Emergents : Du côté des pays émergents, le MSCI Emerging Markets affiche une performance positive (+0,4%) sur le mois, porté par la surperformance de la Chine (+6,4%), qui recommence à gagner l'intérêt des investisseurs du fait de valorisations intéressantes. De manière générale, le marché asiatique est celui qui a le mieux performé ce mois-ci. En ce qui concerne l'inflation, malgré plusieurs bonnes surprises et la publication de chiffres en recul, les banques centrales des marchés émergents restent prudentes et ne veulent pas entamer leur cycle de baisse des taux sans davantage de certitudes sur le calendrier de la Fed. Taux : La hausse des taux observée depuis le début de l'année s'est poursuivie en avril. Le rendement du taux US à 10 ans avoisine désormais les 4,6%, et le taux allemand à 10 ans a dépassé les 2,5%. De manière générale, les investisseurs restent attentifs à l'évolution de l'inflation et aux discours des banquiers centraux. En effet, aux Etats-Unis, où l'inflation se révèle plus tenace que prévue, la Réserve Fédérale (Fed) affiche désormais de la prudence et attend une baisse plus durable de l'inflation avant de commencer à baisser ses taux. Aussi, les marchés ont reconsidéré leurs attentes de baisse des taux aux Etats-Unis, n'en attendant plus qu'une à deux maximum cette année. Outre Atlantique, Christine Lagarde, la Présidente de la Banque Centrale Européenne (BCE), a, au contraire, de nouveau indiqué qu'il pourrait être opportun de baisser les taux prochainement, afin de mettre un terme au caractère actuellement restrictif de la politique monétaire en zone euro. Ainsi, le cycle de baisse des taux de la BCE pourrait débuter en juin, à condition que l'inflation poursuive son reflux. Actions : Au mois d'avril, les marchés actions ont particulièrement souffert de la crainte que la Fed n'assouplisse pas sa politique monétaire aussi rapidement que prévu. En effet, des chiffres d'inflation plus fort qu'attendu, combinés à une résilience de la demande privée, ont forcé les investisseurs à réviser leurs prévisions de baisse de taux pour cette année. Les actions mondiales en ont pâti, le MSCI All Countries perdant 2,9%. Les Etats-Unis ont reculé de 4,2%, sous-performant l'Europe (-1,3%). Les marchés de la zone euro font moins bien (-2,5%), avec comme principaux détracteurs les Pays-Bas (-3,5%), l'Allemagne (-3,3%), et l'Italie (-3,4%). Hors zone euro, le marché britannique, du fait de sa forte exposition aux valeurs de l'énergie, a su tirer son épingle du jeu (+2,5%). En Asie, le Japon affiche une performance négative (-1,1%). Du côté des pays émergents, le MSCI pays émergents a progressé de 1,2%, entraîné par la surperformance du marché chinois (+6,4%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites « cycliques » (-2,7%), fragilisées par les secteurs de l'assurance, des biens de consommation cycliques, et de la technologie, ont sous-performé les valeurs dites « défensives » (+1,3%), soutenues par les secteurs de l'énergie, le secteur bancaire et la santé. Finalement, les valeurs de croissance (-2,7%) ont sous-performé les valeurs dites « value » (+0,3%). Le fonds a affiché des performances en retrait sur le mois. Les marchés ont particulièrement souffert de la crainte que la Fed n'assouplisse pas sa politique monétaire aussi rapidement que prévu. Les chiffres d'inflation plus fort qu'attendu, combinés à une résilience de la demande privée, ont forcé les investisseurs à réviser leurs prévisions de baisse de taux pour cette année. Plus particulièrement, nos positions sur les dettes souveraines américaines ont pénalisé les performances du portefeuille. A l'inverse, notre position investie sur les anticipations d'inflation a, quant à elle, surperformé. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons décidé de maintenir l'exposition directe. Les positions du portefeuille étant conforme à nos convictions, nous les avons maintenues inchangées. Toutefois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Mai 2024

Au cours du mois de mai, les chiffres économiques publiés aux Etats-Unis et en Europe ont fait état d'une conjoncture divergente. Coté US, l'activité a légèrement ralenti et l'inflation ne surprend plus à la hausse comme les mois précédents. En zone euro, la situation a poursuivi sa lente amélioration et l'inflation a de nouveau accéléré. Du côté des politiques monétaires, la Banque centrale européenne a confirmé que la première baisse de ses taux directeurs aurait lieu au mois de juin, à l'inverse de la Réserve fédérale que communique toujours pas sur son calendrier. Enfin, sur les marchés, les actions ont repris leur ascension et les rendements obligataires sont globalement restés orientés à la hausse. Etats-Unis : Ce mois-ci, l'économie américaine a montré quelques signes de ralentissement. Par exemple, le nombre de création d'emplois a atteint son niveau le plus bas depuis octobre 2023. D'autre part, les indices ISM qui reflètent la santé des entreprises des secteurs manufacturier et des services ont tous les deux indiqué une légère contraction de l'activité. Enfin, d'autres chiffres, tels que ceux des ventes au détail et de la production industrielle d'avril, ont été en-dessous des attentes. En ce qui concerne l'inflation, les chiffres d'avril ont, pour leur part, rassuré en étant conformes aux attentes après une série plus forte qu'attendue au premier trimestre : l'indice global des prix a progressé de 3,4% sur 12 mois en avril (après 3,5% en mars) et l'indice sous-jacent de 3,6% (après 3,8%). La hausse de l'indice Core PCE, particulièrement suivi par la Réserve fédérale (Fed), a été de 0,2% sur un mois, alors qu'elle était attendue à 0,3%. Cependant, la Fed s'est abstenue de communiquer tout calendrier de baisse des taux, indiquant avoir besoin au préalable, de davantage de signes de désinflation.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Certains de ses dirigeants ont même indiqué que des hausses supplémentaires de taux n'étaient pas complètement exclues. Zone euro : Les indicateurs publiés au mois de mai ont continué de montrer la poursuite de l'amélioration de la conjoncture en zone euro, après la quasi-stagnation observée en 2023. Ainsi, les indicateurs de conjoncture, tels que les ISM manufacturiers et des services, qui reflètent la santé des entreprises de ces deux secteurs, ont été meilleurs qu'attendu et en progression par rapport à avril. Toutefois, certains chiffres ont déçu, à l'instar de l'IFO allemand, qui mesure le climat des affaires, montrant que la reprise restait incomplète et fragile. En ce qui concerne l'inflation, alors que la tendance au ralentissement avait semblé convaincante au cours des mois précédents, les chiffres du mois de mai sont venus semer quelques doutes : en effet, l'indice global des prix a ré-accélééré, en hausse de 2,6% sur 12 mois (après 2,4% en avril), de même que l'indice sous-jacent, en hausse de 2,9% (après 2,7% en avril). De plus, l'inflation des services, passée brièvement en-dessous du seuil de 4% sur 12 mois en avril, a de nouveau dépassé ce rythme en mai (4,1%). Si les marchés ont semblé considérer que ces chiffres ne remettraient probablement pas en cause la première baisse de taux prévue par la Banque centrale européenne début juin, cela pourrait, en revanche, retarder les suivantes. Emergents : Du côté des pays émergents, le MSCI Emerging Markets affiche une performance positive sur le mois (+0,6%), principalement portée par les marchés asiatiques. En termes de politique monétaire, les politiques des banques centrales des pays émergents ont été diverses, tandis que certains pays ont laissé leurs taux inchangés et préfèrent attendre un reflux plus durable de l'inflation, d'autres ont déjà entamé leurs cycles de baisse. Toutefois, toutes les institutions restent particulièrement attentives aux manœuvres de la Fed, dont les marchés anticipent la première réduction des taux au deuxième trimestre 2024, mais peut-être plus tard que prévu. Taux : Après avoir baissé au début du mois, les taux sont repartis à la hausse mi-mai en raison de la révision radicale des anticipations de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). En effet, le marché n'anticipe désormais plus que 2 à 3 baisses de taux aux Etats-Unis cette année, et Jerome Powell, le Président de la Fed, a appelé à la patience et a confirmé qu'aucune baisse de taux n'aurait lieu tant que l'institution n'aura pas acquis « une plus grande confiance dans le fait que l'inflation évolue durablement vers 2% ». Toutefois, le ton de la Réserve Fédérale reste accommodant, J. Powell ayant écarté de manière quasi-certaine la probabilité que le prochain mouvement sur les taux soit une hausse. La Banque centrale européenne (BCE) devrait, quant à elle, débiter son cycle de baisse des taux en juin. Cependant, elle demeure prudente dans la mesure où l'amélioration récente des perspectives de croissance en zone euro rend moins urgent l'allègement du caractère restrictif de sa politique monétaire. Finalement, la résilience de l'activité économique, assortie de la baisse de l'inflation et de l'anticipation des baisses de taux des banques centrales, ont permis aux marchés du crédit d'évoluer positivement ce mois-ci. Actions : Au mois de mai, les marchés actions ont rebondi à la suite de publications des résultats des entreprises au 1er trimestre rassurantes. Le MSCI All Countries a progressé de 3,5%, recouvrant sa baisse du mois dernier. Les Etats-Unis ont augmenté de 4,6%, et surperformé l'Europe (+2,3%). Les marchés de la zone euro ont fait moins bien (+1,7%), et ont eu pour principaux contributeurs les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. A contrario, la France (+0,3%) sous-performe. Hors zone euro, le marché suisse a su tirer son épingle du jeu (+6%). En Asie, le Japon affiche une performance positive (+1,1%). Du côté des pays émergents, le MSCI pays émergents a progressé de 0,2%, entraîné par la surperformance des marchés taiwanais (+4,8%) et chinois (+2,1%). En Europe, au niveau sectoriel, les valeurs dites « cycliques » (+2,9%), portées pas les secteurs financier (+4,3%) et de l'assurance (+4,4%), et l'industrie (+4,1%) ont surperformé les valeurs dites « défensives » (+1,3%), fragilisées par les secteurs de l'énergie (-2,7%) et des biens de consommation cyclique (-0,6%). Finalement, les valeurs de croissance (+2,5%) ont surperformé les valeurs dites « value » (+2,2%). Le fonds a affiché des performances positives en mai. Le mois a été positif pour les actifs à risque, favorisés par le ralentissement de l'inflation américaine et des résultats d'entreprise meilleurs que prévu, certains indices actions américains et européens atteignant même de nouveaux sommets historiques ce mois-ci. Au sein du portefeuille, l'ensemble de nos positions ont contribué à la performance. Nos positions investies en dettes émergentes ont particulièrement surperformé ce mois-ci. Commentaire de gestion : Dans ce contexte, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques au cours du mois.

Juin 2024

Au mois de juin, l'économie mondiale a confirmé un léger ralentissement et l'inflation a retrouvé une tendance baissière. La Banque centrale européenne (BCE) a initié une première baisse de taux alors que la Réserve Fédérale (Fed) et la Banque d'Angleterre préfèrent temporiser. Le marché obligataire est resté volatil dans un contexte (géo)politique incertain, alors que les marchés actions enregistrent une performance faible mais positive. Le dollar américain a gagné +1,2%, l'or oscille autour de \$2300 par once et le pétrole a progressé de 5%. Aux Etats-Unis, l'économie a donné des signes de faiblesse en juin mais de nombreux indicateurs invalident toujours la thèse d'un ralentissement marqué. Après une forte révision à la baisse de la croissance du 1er trimestre principalement en raison des dépenses des ménages en biens durables, les statistiques de

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

ventes au détail du mois de mai (0,1% en glissement mensuel) en dessous des attentes du consensus confirmaient un ralentissement de la consommation. Etant donné le poids prépondérant de la consommation dans l'économie américaine, les perspectives de croissance du 2ème trimestre s'amointrissent. Toutefois, le marché du travail reste tendu avec des créations d'emploi au-dessus des attentes. Le déficit commercial américain a atteint en avril son niveau le plus élevé depuis près de deux ans, les importations ayant été stimulées par une demande intérieure robuste. Après plusieurs mois de stagnation, l'inflation est repartie à la baisse. Les prix ont augmenté de 3,3% en mai en glissement annuel, soit un ralentissement par rapport au mois d'avril et en dessous des attentes des économistes. L'inflation de base, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, a atteint son niveau le plus bas depuis plus de trois ans (Core PCE 2.6% en rythme annualisé). Même tendance baissière pour les prix des services qui restent le principal moteur de l'inflation américaine. Malgré contexte de faiblesse de la croissance et de baisse de l'inflation, la Réserve Fédérale a maintenu ses taux directeurs en juin préférant une baisse durable de l'inflation à un niveau proche de son objectif à long terme de 2%. En outre, les responsables de la Fed ont légèrement relevé leurs prévisions d'inflation pour 2024, et décalé dans le temps la séquence de baisse des taux directeurs sans toutefois changer la valeur totale de -250 points de base (pdb) d'ici fin 2026. Fin juin, plusieurs gouverneurs de la Fed semblent réticents à soutenir des baisses de taux avant la fin de l'année. En Europe, le mois de juin a confirmé une légère reprise des économies avec des signes d'amélioration notables qui augure d'une expansion modérée au 2ème trimestre. L'indice économique Sentix pour la zone euro a augmenté à 0,3 points en juin, indiquant une amélioration des attentes du marché sur l'activité économique. Les indices PMI préliminaires ont baissé, mais sont restés supérieurs à 50. L'enquête indique un ralentissement de l'activité dans le secteur des services, qui reste toutefois en expansion, tandis que la faiblesse de l'industrie manufacturière persiste. L'indice ZEW allemand a légèrement augmenté sur le mois. En Allemagne, on note cependant une chute inattendue de la confiance des consommateurs sur fond de persistance de l'inflation. Les statistiques d'inflation du mois de mai indiquent une accélération à 2,6% en glissement annuel, contre 2,4% en avril. Celle-ci est principalement due à l'inflation des services, qui ne devrait diminuer que progressivement. On note une disparité au sein de la zone euro avec une inflation à 0.8% en Italie mais qui remonte à 2.8% en Allemagne. Si la tendance globale de l'inflation de la zone euro est baissière, elle résiste dans les activités de services et en constitue désormais le principal moteur. La Banque centrale européenne a réduit ses taux directeurs le 6 juin pour la première fois depuis cinq ans, après une décision similaire de la Banque du Canada. Cette annonce était conforme aux attentes, l'inflation à moyen terme se rapprochant de l'objectif de la BCE. Christine Lagarde s'est abstenue de s'engager sur de futures baisses de taux. Le marché anticipe cependant plusieurs baisses de taux de la BCE sur le second semestre. Alors que l'inflation est revenue à 2% au Royaume Uni, la Banque d'Angleterre a maintenu ses taux à 5,25% avant les élections britanniques le 4 juillet, évoquant l'incertitude sur l'évolution à court terme. En l'absence de baisse des taux directeurs de la Fed et d'incertitude politique en France, l'euro a baissé face au dollar passant de 1.09 à 1.07. Au Japon, les données sur l'inflation du mois de mai ont été inférieures aux attentes du consensus et les données de la croissance du 1er trimestre ont été révisées à la baisse. L'inflation (hors énergie et produits frais) était de 2,1% en glissement annuel, inférieure aux prévisions à 2,2%. Le retour de l'inflation vers l'objectif de la Banque du Japon (BoJ) progresse légèrement plus vite que prévu. Le marché anticipe logiquement que la BoJ devrait maintenir ses taux d'intérêt à court terme, entraînant une baisse supplémentaire du Yen (USDJPY a cassé les 160 en fin de mois). En Inde, où les électeurs ont reconduit l'Alliance démocratique nationale, dirigée par le Bharatiya Janta Party (BJP) de Modi, avec une très courte majorité, les bonnes performances économiques se confirment. L'amélioration du déficit budgétaire et des fondamentaux solides ont amené une des principales agences de notation à relevé la perspective de la note de crédit du pays de stable à positive. Marchés de taux Les marchés obligataires sont restés volatils en juin, avec du côté américain un regain d'incertitude sur le déclenchement des baisses de taux directeurs de la Fed, et en Europe la première baisse de taux de la BCE (-25 pdb à 3.75% pour le taux de dépôt), mais surtout une séquence politique marquée par les élections européennes et la dissolution de l'assemblée nationale en France. En Zone euro, les taux courts ont baissé de 27 pdb avec un taux 2 ans allemand qui termine le mois de juin à 2.83%. Mouvement quasi identique de -20 pdb sur les emprunts Bund allemands 10 ans qui clôture le mois sous les 2.5%, la courbe restant donc inversée. Mais le mouvement le plus marquant est venu des OAT françaises avec un écartement des taux français versus l'Allemagne après l'annonce d'élections législatives anticipées. L'écart entre le taux d'emprunt à 10 ans pour la France et l'Allemagne est passé de 50 à plus de 80 points de base. La dette souveraine italienne a été impactée par sympathie, mais on ne note pas de contagion de la situation française au reste de la zone euro. Aux Etats-Unis, les taux courts sont restés quasiment inchangés (4.75% -22 pdb pour les bons du trésor à 2 ans), alors que les taux longs ont d'abord baissé pour ensuite remonter (-22 pdb à 4.4% pour l'emprunt à 10 ans). Les marchés des obligations d'entreprises continuent de bien performer de part et d'autre de l'Atlantique dans un contexte de maintien de la croissance et de baisse de l'inflation, et de forte

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

demande des investisseurs qui cherchent à sécuriser des niveaux de rendement élevés avant les baisses de taux des banques centrales. Dans ce contexte, le fonds affiche des performances positives en juin. Au sein du portefeuille, l'ensemble de nos positions ont contribué à la performance, mise à part notre position sur les anticipations d'inflation. Nos positions investies en dettes souveraines américaine ont particulièrement surperformé ce mois-ci. Commentaire de gestion : Au cours du mois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques afin de tenir compte des récents développements.

Juillet 2024

La reprise de l'activité en Europe s'est confirmée en juillet certains pays ayant compensé les performances décevantes en Allemagne. Aux États-Unis, les marchés ont été dominés par les attentes de la politique monétaire de la Fed et les signaux de ralentissement économique. Les décisions de la Banque du Japon et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont entraîné une volatilité accrue des marchés émergents. Les investisseurs restent attentifs aux développements économiques et aux décisions des banques centrales au second semestre. Focus sur les États-Unis Aux États-Unis, la campagne présidentielle a changé de tournure après une tentative d'assassinat manquée de Donald Trump et le retrait de Joe Biden au profit de Kamala Harris. Sur le plan économique, des indications contradictoires continuent d'être renvoyées par les statistiques. La publication avancée du PIB du 2ème trimestre montre une croissance réelle en augmentation de 2,8% en rythme annualisé contre 1,4% au premier trimestre sous l'effet d'une bonne dynamique de la demande intérieure. Toutefois, la consommation commence à donner des signes de faiblesse, le sondage de l'Université du Michigan indique une baisse du moral des ménages au plus bas de 8 mois et l'indice ISM manufacturier continue de baisser (46,8 en juillet). L'inflation ralentit avec l'indice des prix à la consommation (CPI) en recul à 3,0% en glissement annuel contre 3,3% en mai grâce à une forte baisse des prix de l'énergie. L'inflation-cour qui exclut l'alimentation et l'énergie a augmenté au rythme le plus bas depuis août 2021, les biens de base subissant une déflation, tandis que l'inflation des services est plus modérée. Par ailleurs, la pression baisse sur le marché du travail américain. Le taux de chômage est désormais à 4,3%, et les demandes d'allocations chômage ont augmenté. Malgré ces éléments plutôt rassurant sur la trajectoire à moyen terme de l'inflation, la Réserve Fédérale a préféré maintenir ses taux directeurs inchangés et poursuit la réduction graduelle de son bilan. Jerome Powell a cependant indiqué qu'une première baisse en septembre était probable à conditions économiques inchangées. Focus sur l'Europe En Europe, l'économie a poursuivi sa lente reprise avec une amélioration de la confiance des consommateurs. La croissance européenne atteint 0,3% au T2, grâce à l'investissement des entreprises et au commerce extérieur, plutôt qu'à la consommation des ménages qui reste faible. L'Espagne, l'Italie et la France ont enregistré une croissance plus forte que prévu au deuxième trimestre, compensant la baisse en Allemagne (-0,1%). Le rebond de l'activité reste limité avec une forte disparité entre les pays en particulier pour la production industrielle qui repart en France alors qu'elle reste décevante en Allemagne. Le Royaume Uni en revanche a surpris les investisseurs en sortant enfin de la récession avec une croissance plus forte qu'attendu au 2ème trimestre. La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu ses taux d'intérêt inchangés, mais les investisseurs s'attendent à une possible baisse en septembre en raison de la faiblesse persistante de la consommation des ménages et de l'inflation modérée qui est passée de 2,6% en mai à 2,5% en juin grâce à une modération des prix des biens et de l'énergie. Mais l'inflation cour retraité des éléments volatils est restée stable à 2,9% en glissement annuel (au-dessus des attentes de 2,8%), en raison de l'inflation persistante des services (4,1% en glissement annuel). Focus sur l'Asie et les émergents : En juillet, les économies asiatiques ont navigué à travers des dynamiques économiques variées et des tensions géopolitiques croissantes. En Chine, la croissance du PIB au deuxième trimestre a ralenti à 4,7% en rythme annualisé, en deçà des attentes, principalement en raison d'une baisse de la consommation et de la production industrielle. La PBoC a réduit ses taux directeurs plus tôt que prévu mais moins qu'attendu par le consensus. La prochaine baisse de taux pourrait intervenir dès le mois de septembre pour soutenir l'économie. Les tensions commerciales de la Chine avec les États-Unis et l'Union européenne se sont intensifiées, notamment avec les enquêtes européennes sur les subventions aux voitures électriques chinoises et les restrictions américaines sur les exportations de puces. Les ventes dans le secteur du luxe, autrefois dominées par la demande chinoise, se sont partiellement déplacées vers le Japon, attirées par la dépréciation du yen. La Banque du Japon a surpris les marchés en augmentant ses taux de 15 points de base à 0,25%, marquant une étape vers une normalisation de la politique monétaire, et en réduisant progressivement son programme de rachat d'obligations. En Turquie, l'inflation semble se stabiliser à 70% après des mois d'accélération. Marchés de taux En juillet, le marché des taux a été marqué par une volatilité notable, influencée par les décisions de plusieurs grandes banques centrales. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a maintenu ses taux directeurs inchangés mais a laissé entrevoir une possible baisse dès septembre. Le taux des obligations d'État américaines à 10 ans s'est rapproché du seuil des 4% pour la première fois depuis février, reflétant les attentes d'un assouplissement monétaire et d'un ralentissement

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

économique, mais également des flux d'investisseurs pour réduire l'exposition aux actions. Les taux courts ont suivi cette baisse (4.26% -50 pdb pour les bons du trésor US à 2 ans). En Europe, la BCE a maintenu ses taux mais les investisseurs anticipent des réductions dans les mois à venir. Les taux courts, Euribor 3M, ont baissé de -6 pdb avec un taux 2 ans allemand qui termine le mois à 2.5%. Cette baisse s'observe également sur les emprunts Bund allemands 10 ans à -20 pdb qui clôture le mois à 2,3%. Le spread entre les obligations françaises et allemandes s'est maintenu à 71 points de base, maintenant une prime de risque des investisseurs et l'incertitude sur la politique fiscale. La Banque d'Angleterre a baissé ses taux pour la première fois en plus de quatre ans à 5% de -25 points de base suite au retour de l'inflation à 2%. En Asie, la Banque du Japon a surpris les marchés en augmentant ses taux de 15 points de base à 0,25%, un mouvement vers une normalisation de la politique monétaire qui a provoqué une forte réaction sur les marchés obligataires et boursiers japonais. Dans ce contexte, le fonds affiche des performances positives en juillet. Au sein du portefeuille, l'ensemble de nos positions ont contribué à la performance à l'exception de notre position sur les anticipations d'inflation. Nos positions longues sur la duration, notamment celles investies en dettes d'entreprises européennes, ont particulièrement surperformé ce mois-ci. Commentaire de gestion : Au cours du mois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques afin de tenir compte des récents développement.

Août 2024

Le mois d'août n'aura pas été de tout repos pour les investisseurs avec de forts mouvements des marchés d'action, une hausse surprise des taux d'intérêt de la Banque du Japon et des craintes de récession aux Etats-Unis dans un contexte (géo)politique instable. La croissance donne des signes de ralentissement et l'inflation se rapproche de l'objectif des banques centrales. Après une forte chute la première semaine, les marchés d'action terminent en légère hausse, alors que les taux d'intérêts ont globalement baissé. Focus sur les Etats Unis : Les indicateurs économiques ont donné des signes de faiblesse mais l'économie américaine continue d'éviter la récession, et maintient un rythme de croissance modeste. Bien que les statistiques de production industrielle pour le mois de juillet étaient en baisse (-0.6%), l'ISM Manufacturier est sorti en dessous des attentes (juillet 46.8), tout comme l'indice de la Fed de Philadelphie et les enquêtes des directeurs d'achat de S&P Global. Ces données ont confirmé une contraction à venir de l'activité industrielle. Cependant, le segment des services poursuit son expansion (ISM Non-Manufacturier 51.4 vs. 51 attendus par le consensus). La résilience de l'économie américaine tient plus que jamais à la dynamique de consommation des ménages qui surprend à nouveau positivement avec des ventes de détails en hausse. D'où l'émergence d'une crainte de récession lorsque les statistiques de l'emploi ont montré une détérioration du marché du travail et une hausse du chômage (taux de chômage à 4.3%). Du côté de l'inflation, les nouvelles ont été plutôt rassurantes avec une poursuite de la tendance baissière. Si l'indice des prix à la consommation était en ligne avec les attentes, l'indice PCE, mesure préférée de la Réserve fédérale, est ressorti en dessous des prévisions et la mesure d'inflation cour est retombée à 2.6% en variation annuelle. Dans ce contexte, Jerome Powell a clairement indiqué lors du symposium de Jackson Hole que le moment était venu de baisser les taux directeurs. Par ailleurs, il a mis l'accent sur l'importance du marché du travail américain et le souhait d'éviter un retournement qui serait en fine défavorable à la croissance en l'absence de relais supplémentaire de la politique budgétaire. La campagne électorale américaine a pris une nouvelle configuration avec la transition réussie de Joe Biden vers Kamala Harris et le succès de la convention démocrate. Focus sur l'Europe : Les indicateurs économiques ont donné des signes de faiblesse au mois d'août alors que la zone-euro semblait retrouver une dynamique positive au deuxième semestre. Les perspectives du secteur manufacturier continuent, comme aux Etats-Unis, d'être faibles, avec une forte pression exercée par les producteurs chinois sur plusieurs segments industriels (chimie, automobile). L'enquête des directeurs d'achat (HCOB PMI) montre que le secteur manufacturier poursuivait la phase de contraction de l'activité initiée depuis deux ans. Les services surprennent positivement avec un effet bénéfique des Jeux Olympiques en France. Néanmoins, les indicateurs de confiance des consommateurs restent déprimés en particulier en Allemagne. Les dépenses publiques sont par ailleurs contraintes après plusieurs années de déficit budgétaires important. L'inflation en zone-euro se rapproche de l'objectif de la Banque centrale européenne avec une première estimation pour le mois d'août à +2.2% en variation annuelle de l'indice des prix harmonisés, au plus bas depuis trois ans. La baisse des prix de l'énergie et des effets de base expliquent une partie de cette baisse, mais l'inflation cour retraitée des composantes volatils baissent également. En Allemagne, l'inflation est retombée à 2% et 1.3% en Italie alors qu'elle est restée à 2.2% en France du fait des JO. Ces éléments devraient conforter la BCE à poursuivre les baisses de taux le 12 septembre. Focus sur l'Asie et les émergents : Les marchés émergents ont subi la volatilité des marchés développés mais avec des performances au final moins positive. L'indice MSCI EM termine en hausse de 0.9% en USD alors que le MSCI China stagne, les investisseurs restants préoccupés par la santé économique du pays et les difficultés persistantes du secteur immobilier. En revanche

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

le marché obligataire chinois continue de surperformer. On note des prises de profit sur le marché action turque en fin de mois après une forte performance depuis le début d'année. Alors que le Real brésilien a perdu 10% depuis le début de l'année, la banque centrale n'écarte plus la possibilité d'un resserrement monétaire, engendra des tensions avec le gouvernement. En Inde, l'économie progresse toujours fortement (+6.7% au deuxième trimestre) mais à un rythme moins soutenu qu'en 2023, entraînant des révisions à la baisse des perspectives et accroissant la pression sur la banque centrale pour baisser ses taux. Selon le FMI, l'Inde sera la quatrième économie en 2025 avec un PIB dépassant celui du Japon. Les marchés obligataires : Après la baisse du mois de juillet, les rendements obligataires ont chuté début août suite à la publication de statistiques décevantes puis oscillés au grès des changements d'anticipation sur les baisses de taux des banques centrales. Le marché obligataire au sens large a progressé de 2% en USD. Aux Etats-Unis, les taux courts à 2 ans sont passés de 4.35% à 3.90%, rejoins par les taux à 10 ans qui ont perdu 20 points de base, ces mouvements entraînant une normalisation de la courbe. Les mauvais chiffres de l'emploi ont fait craindre l'entrée en récession imminente de l'économie américaine (règle de Sahm) et un retard de la Réserve Fédérale. Le marché assignait en fin de mois une probabilité de 30% d'une baisse de taux de 50 points de base en septembre. La baisse des taux courts a entraîné une baisse du dollar américain. La BCE a maintenu une communication prudente, bien que les marchés anticipent une nouvelle baisse des taux en septembre suite à la baisse de l'inflation. Les taux d'intérêt à court terme ont baissé, le 2 ans allemand passant de 2.5 à 2.36%. Cependant, les taux longs en zone euro sont remontés après avoir baissé en début de mois dans le sillage des Etats-Unis, terminant le mois inchangés : Bund allemand à 10 ans proche de 2,3% et 3% pour l'OAT 10 ans. Les spreads souverains en Eurozone ont peu évolué. En l'absence de désignation d'un premier ministre, le spread France Allemagne 10 ans s'est maintenu à 70 points de base, proche de l'Espagne (83pdb). La surprise est venue d'Asie, avec une hausse inattendue des taux de la Banque du Japon qui a secoué les marchés obligataires japonais et renforcé le Yen par rapport aux principales devises. Dans ce contexte, le fonds affiche des performances positives en août. Au sein du portefeuille, l'ensemble de nos positions ont contribué à la performance à l'exception de notre position sur les anticipations d'inflation. Notre position sur la dette émergente Investment Grade couverte du risque de change a particulièrement surperformé ce mois-ci. Commentaire de gestion : Au cours du mois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques afin de tenir compte des récents développements.

Septembre 2024

Le mois de septembre a été riche en annonces, marqué par la baisse des taux directeurs des grandes banques centrales et les déclarations des autorités chinoises pour soutenir la croissance. La désinflation se poursuit dans les pays développés alors que les craintes de récession persistent. Dans ce contexte, les indices actions ont été plutôt porteurs, atteignant des plus hauts historiques pendant que les taux d'intérêt à court et long terme ont fortement baissé. Le dollar s'est globalement déprécié face aux autres devises alors que l'or a progressé sur le mois. Face à la crainte d'un ralentissement économique et au manque de cohésion au sein de l'OPEP, les cours du pétrole ont reflué. Focus sur les Etats Unis : Les indicateurs économiques continuent de souffler le chaud et le froid concernant le risque de récession. Le taux de chômage s'est réduit à 4,2%, mais la confiance des consommateurs s'est érodée. L'indice ISM manufacturier s'est établi à 47,2 sur le mois, indiquant une contraction de l'activité industrielle pour le sixième mois consécutif. L'inflation PCE, l'indice privilégié par la Fed, ralentit à 2,2% en août et se rapproche de l'objectif de 2%. Face à cette baisse notable, la Banque centrale américaine a décidé de réduire ses taux directeurs de 50 points de base, enclenchant ainsi le début du cycle d'assouplissement de sa politique monétaire. Sur le plan politique, l'élection du 5 novembre crée de l'incertitude sur les marchés financiers. Dans les sondages, Kamala Harris, qui succède à Joe Biden, est désormais au coude-à-coude avec Donald Trump. Les programmes des deux candidats sur les plans de la fiscalité, des échanges internationaux et de la politique étrangère du pays sont suivis de très près par les investisseurs. Focus sur l'Europe : Le ralentissement de la croissance se confirme et le PIB en zone euro ne progresse que de 0,6%. Le secteur manufacturier continue de souffrir de la baisse des exportations et de la concurrence chinoise. L'indice PMI finit en zone de contraction sur le mois (45,8). L'Allemagne est particulièrement affectée par le ralentissement de l'industrie. Son PMI manufacturier est sorti à 40,3, bien en dessous des attentes, et la Bundesbank a déclaré qu'une récession était envisageable. L'indice du sentiment économique ZEW allemand a lui aussi chuté en septembre (3,6 contre 19,2 en août). Tout comme la croissance, l'inflation continue de ralentir en zone euro notamment grâce à la baisse du prix de l'énergie. L'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 1,8% en septembre, en dessous de l'objectif de 2%. L'inflation sous-jacente reste plus élevée, principalement portée par l'inflation des services, mais ralentit à 2,7% (contre 2,8% en août). La baisse est notable en France, où l'inflation est tombée à 1,2%, bien en deçà de l'objectif. En réaction, la Banque centrale européenne (BCE) a réduit ses taux directeurs de 25 points de base, abaissant le taux de dépôt à 3,5%, tout en restant floue sur l'ampleur des prochaines décisions. La

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Banque d'Angleterre a préféré temporiser en maintenant ses taux directeurs inchangés, alors que la Banque Nationale de Suisse abaisse également ses taux à 1% et n'exclut pas le retour à des taux négatifs si le franc suisse se renforce. Focus sur l'Asie et les émergents : Les marchés émergents continuent d'afficher des résultats économiques disparates. En Chine, les données publiées en septembre ont été globalement en dessous des attentes et pointent vers une croissance 2024 inférieure à l'objectif de 5% fixé par le gouvernement. La production industrielle est tombée à 4,5% tandis que les ventes de détail ont également déçu à 2,1% (contre 2,7% en août). Le marché immobilier reste une source de préoccupation majeure, avec des prix en baisse et une demande déprimée qui pèse sur la consommation intérieure et l'emploi. Cependant, les autorités chinoises ont rassuré les investisseurs en annonçant une série de mesures d'assouplissement destinées à stabiliser le secteur immobilier et à stimuler la consommation. En Inde, l'activité économique progresse à un rythme de 7%, en ligne avec les prévisions. La demande intérieure et les réformes économiques continuent de soutenir une bonne dynamique, bien que les pressions inflationnistes, en particulier dans le secteur alimentaire, persistent. Au Brésil, le real brésilien a perdu près de 10% de sa valeur depuis le début de l'année et la banque centrale engage un resserrement de sa politique monétaire après avoir relevé son taux directeur pour la première fois depuis deux ans. Au Mexique, la Banxico a quant à elle baissé ses taux dans le sillage de la Fed. Les marchés obligataires : Les taux d'intérêt à court et long terme ont baissé sur les marchés obligataires alors que l'inflation baisse, la croissance ralentit et les banques centrales enclenchent une phase d'assouplissement monétaire. Aux États-Unis, les rendements obligataires ont fortement chuté en septembre. Les rendements des bons du Trésor à 10 ans ont atteint 3,8% après avoir culminé à 4,5% au début de l'année. Les bons du Trésor à 2 ans sont passés à 3,6%, reflétant les attentes du marché d'une nouvelle baisse des taux de la Fed lors des prochaines réunions et les craintes d'un atterrissage de l'économie plus brutal que prévu. En Europe, les taux d'intérêt ont également baissé, mais dans une moindre mesure. Le Bund allemand à 10 ans a terminé le mois à 2,1% (en baisse de 18 pb), alors que le taux à 2 ans se rapproche aussi de ce niveau, signe d'une normalisation de la courbe des taux. Le spread OAT-Bund à 10 ans a augmenté, proche de 80 points de base, en raison de l'incertitude budgétaire française après l'annonce du nouveau gouvernement. Dans ce contexte, le fonds affiche une performance positive en septembre. Au sein du portefeuille, l'ensemble de nos positions ont contribué à la performance. Notre position investie sur la dette d'entreprises de la zone euro de qualité Investment Grade a particulièrement surperformé ce mois-ci. Commentaire de gestion : Au cours du mois, nous avons procédé à plusieurs réajustements techniques afin de tenir compte des récents développements.

Sur la période sous revue du portefeuille LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION, la performance est de 7,32%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
MULTI UNITS LUXEMBOURG SICAV LYXOR US TREASURY 7 10Y DR UCIT	21 101 497,95	33 818 306,18
AMUNDI PRI US TREAS BD 0-1 Y U ETF DR EH	21 951 315,82	25 761 644,24
Lyxor US Treasury 1-3Y (DR) UCITS ETF - Monthly Hedged to EU	13 453 098,18	13 428 130,37
Lyxor Core US TIPS (DR) UCITS ETF - Monthly Hedged EUR	11 117 292,66	7 674 259,54
CPR FOCUS INFLATION FCP I	6 088 639,06	6 165 236,73
AMUNDI ABS IC	5 831 423,19	5 392 441,52
JUPITER DYNAMIC BOND FD-IEURA	1 425 166,46	9 341 927,27
AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS SHORT TERM BOND I2 EUR H C	5 036 895,93	4 967 797,41
MULTI-UNITS LUXEMBOURG - Lyxor US Curve Steepening 2-10 UCIT	5 860 248,35	3 301 667,32
DNCA INVEST-ALPHA BONDS CLASS I	4 949 647,82	3 411 054,84

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Le 02 avril 2024 Ajout Le dépositaire et la société de gestion appartiennent au même groupe; ainsi, et conformément à la réglementation applicable, ils ont mis en place une politique d'identification et de prévention des conflits d'intérêts. Si un conflit d'intérêt ne peut être évité, la société de gestion et le dépositaire prennent toutes les mesures nécessaires pour gérer, suivre et signaler ce conflit d'intérêt.

Le 02 avril 2024 Ajout La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous délégataires du dépositaire et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur son site internet : www.caceis.com ou gratuitement sur simple demande écrite. Des informations actualisées sont mises à disposition des porteurs sur demande.

Le 02 avril 2024 Modification PricewaterhouseCoopers Audit représenté par Mme Raphaëlle Alezra-Cabessa. 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le 02 avril 2024 Modification La valeur liquidative de l'OPC est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion et sur le site internet : www.opc.lcl.fr.

Le 02 avril 2024 Ajout Les frais de transaction correspondent aux frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc...) prélevés sur l'OPC à l'occasion des opérations effectuées.

Le 02 avril 2024 Ajout Les frais de fonctionnement et autres services sont prélevés sur une base forfaitaire. Par voie de conséquence, le taux forfaitaire mentionné ci-dessous peut être prélevé lorsque les frais réels sont inférieurs à celui-ci ; à l'inverse, si les frais réels sont supérieurs au taux affiché, le dépassement de ce taux est pris en charge par la société de gestion.

Le 02 avril 2024 Modification A ces frais peuvent s'ajouter : des commissions de sur performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPC a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPC ; des frais liés aux opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Le 02 avril 2024 Ajout Les coûts juridiques exceptionnels liés au recouvrement des créances de l'OPC pourront s'ajouter aux frais facturés à ce dernier et affichés ci-dessus.

Le 02 avril 2024 Ajout Liste des frais de fonctionnement et autres services.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts d'enregistrement et de référencement.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts d'information clients et distributeurs (dont notamment les frais liés à la constitution et de diffusion de la documentation et des reportings réglementaires et les frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs...).

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts des données.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais de commissariat aux comptes.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais liés au dépositaire et aux teneurs de compte.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais d'audit, frais fiscaux (y compris avocat et expert externe - récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...) et frais et coûts juridiques propres à l'OPC.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts liés au respect d'obligations réglementaires et aux reportings au régulateur (dont notamment les frais liés aux reportings, les cotisations aux Associations professionnelles obligatoires, les frais de fonctionnement du suivi des franchissements de seuils, les frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales...).

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts opérationnels.

Le 02 avril 2024 Ajout Frais et coûts liés à la connaissance client.

Le 02 avril 2024 Ajout Tout ou partie de ces frais et coûts sont susceptibles de s'appliquer ou non en fonction des caractéristiques de l'OPC et/ou de la classe de part considérée.

Le 02 avril 2024 Modification La valeur liquidative de l'OPC est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion et sur le site internet : www.opc.lcl.fr.

Le 02 avril 2024 Modification Date de mise à jour du prospectus : 2 avril 2024.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Gestion de la liquidité

Conformément à la réglementation européenne, la société de gestion conduit régulièrement des tests de résistance, dans des conditions normales et exceptionnelles de liquidité, qui lui permettent d'évaluer le risque de liquidité du fonds. Ces tests de résistance se caractérisent par des scénarios de manque de liquidité des actifs ou des demandes atypiques de rachat de parts.

Gestion des risques

La société de gestion a établi une politique de risque et un dispositif opérationnel de suivi et d'encadrement veillant à s'assurer que le profil de risque de l'OPC est conforme à celui décrit aux investisseurs. En particulier sa fonction permanente de gestion des risques veille au respect des limites encadrant les risques de marché, de crédit, de liquidité ou opérationnels. Les systèmes et procédures de suivi font l'objet d'une adaptation à chaque stratégie de gestion pour conserver toute la pertinence du dispositif.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Calcul du risque global

- Méthode choisie de calcul du ratio du risque global :
 - Méthode VaR absolue.
 - Le pas de calcul est quotidien, les résultats sont présentés annualisés (racine du temps).
 - L'intervalle de calcul proposé est 95% et le 99%.
 - La profondeur d'historique est de 1 an, 260 scénarios et va du 30/09/2023 au 30/09/2024.
- VAR 95 :
 - Maximum : 7,28%
 - Minimum : 2,82%
 - Moyenne : 4,56%
- VAR 99 :
 - Maximum : 9,13%
 - Minimum : 4,47%
 - Moyenne : 6,29%
- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 1,10%.
- Effet de Levier :
Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode brute est de 100,74%.
Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode d'engagement est de 101,07%
N.B : Un taux de 100% d'effet de levier correspond à un portefeuille sans effet de levier.
- Droit de remploi du collatéral : 100%.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de veto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ». Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 30 janvier 2023, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2022 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2023.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2023, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2023, le montant total des rémunérations versées par Amundi Asset Management (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) à l'ensemble de son personnel (1 923 bénéficiaires ⁽¹⁾) s'est élevé à 207 362 471 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 145 346 571 euros, soit 70% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 62 015 900 euros, soit 30% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

⁽¹⁾ Nombre de collaborateurs (CDI, CDD) payés au cours de l'année.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2023, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations versées sur l'exercice (fixes et variables différées et non différées), 21 370 354 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (44 bénéficiaires), 15 185 244 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (56 bénéficiaires).

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1, 3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar
- Collecte nette/demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG :
 - Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero,
 - Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement
 - Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe
 - Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG
 - Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG).

2. Fonctions commerciales

Critères quantitatifs :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net-zero.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

- Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de plus de 19 000 entreprises dans le monde¹, selon une échelle qui va de « A » (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à « G » (pour les moins bonnes pratiques ESG). Le score ESG obtenu vise à mesurer la performance ESG d'un émetteur : capacité à anticiper et gérer les risques de durabilité ainsi que l'impact négatif potentiel de ses activités sur les facteurs de durabilité. Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.
- Dans le cadre de sa responsabilité fiduciaire, Amundi a fixé des normes minimales et des politiques d'exclusion sur des sujets critiques en matière de durabilité². Ces Normes Minimales et cette Politique d'Exclusion sont appliquées aux portefeuilles gérés activement et aux portefeuilles ESG passifs et toujours dans le respect des lois et des réglementations applicables.

Pour la gestion passive, l'application de la politique d'exclusion diffère entre les produits ESG et les produits non ESG³ :

¹ Sources Amundi Décembre 2023

² Pour plus de détails se référer à la politique investissement responsable d'Amundi disponible sur le site www.amundi.fr

³ Pour une vue exhaustive du champ d'application de la Politique d'Exclusion d'Amundi, veuillez-vous référer aux tableaux présentés en annexe page 37 de la Politique Générale Investissement Responsable d'Amundi

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

- Pour les fonds passifs ESG : Tous les ETF ESG et fonds indiciaires ESG appliquent les Normes Minimales et la Politique d'Exclusion d'Amundi,
- Pour les fonds passifs non ESG : Le devoir fiduciaire consiste à reproduire le plus fidèlement possible un indice. Le gestionnaire de portefeuille dispose donc d'une marge de manœuvre limitée et doit respecter les objectifs contractuels afin que l'exposition passive soit en parfaite adéquation avec l'indice de référence demandé. Les fonds indiciaires/ETF d'Amundi, répliquant des indices de référence standards (non ESG) n'appliquent pas d'exclusions systématiques au-delà de celles imposées par la réglementation.

Exclusions normatives liées aux conventions internationales :

- mines anti-personnel et bombes à sous-munitions⁴,
- armes chimiques et biologiques⁵,
- armes à uranium appauvri,
- violation des principes du Pacte mondial des Nations Unies⁶.

Exclusions sectorielles :

- armement nucléaire,
- charbon thermique⁷,
- hydrocarbures non conventionnels (représentant plus de 30% du chiffre d'affaires pour l'exploration et la production)⁸,
- tabac (*produits complets du tabac générant plus de 5% du chiffre d'affaires des entreprises*).

Concernant les politiques d'exclusions sectorielles :

- Charbon thermique

Amundi a mis en œuvre depuis 2016 une politique sectorielle spécifique générant l'exclusion de certaines entreprises et émetteurs. Chaque année depuis 2016, Amundi a renforcé sa politique d'exclusion du charbon (règles et seuils) dans la mesure où son élimination progressive (calendrier 2030/2040) est primordiale pour parvenir à la décarbonation de nos économies. Ces engagements découlent de la stratégie climat du groupe Crédit Agricole.

Amundi exclut :

- Les sociétés d'exploitation minières, de services publics et d'infrastructures de transport qui développent des projets de charbon thermique, bénéficiant d'un statut autorisé, et qui sont en phase de construction,
- Les entreprises générant plus de 20% de leur chiffre d'affaires grâce à l'extraction de charbon thermique,
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est supérieure ou égale à 70 millions de tonnes, sans intention de réduction,
- Toutes les entreprises qui génèrent plus de 50% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon thermique et de la production d'électricité à partir de charbon thermique,
- Toutes les entreprises qui génèrent entre 20% et 50% de leur chiffre d'affaires de la production d'électricité à base de charbon thermique et de l'extraction de charbon thermique, et présentant une trajectoire de transition insuffisante⁹.

⁴ Conventions Ottawa (12/03/1997) et Oslo (12/03/2008)

⁵ Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction - 26/03/1972

⁶ Emetteurs qui violent de manière grave et répétée un ou plusieurs des dix principes du Pacte mondial des Nations Unies, sans prendre de mesures correctives crédibles

⁷ Développeurs, extraction minière, entreprises jugées trop exposées pour pouvoir sortir du charbon thermique au rythme escompté

⁸ Sables bitumeux, pétrole de schiste, gaz de schiste

⁹ Amundi effectue une analyse pour évaluer la qualité du plan d'élimination progressive

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

- Hydrocarbures non conventionnels

L'investissement dans les entreprises fortement exposées aux énergies fossiles entraîne de plus en plus de risques sociaux, environnementaux et économiques. L'exploration et la production pétrolière et gazière non conventionnelles sont exposées à des risques climatiques aigus. Amundi applique une gestion discrétionnaire en la matière et sa politique est applicable à l'ensemble des stratégies de gestion active, et toutes les stratégies ESG de gestion passive.

Amundi exclut :

- Les entreprises dont l'activité qui est liée à l'exploration et à la production d'hydrocarbures non conventionnels représente plus de 30% du chiffre d'affaires.

- Tabac

Amundi pénalise les émetteurs exposés à la chaîne de valeur du tabac en limitant leur note ESG et a mis en place une politique d'exclusion pour les entreprises productrices de cigarettes. Cette politique touche l'ensemble du secteur du tabac, y compris les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les détaillants. Elle est applicable à toutes les stratégies de gestion active et toutes les stratégies ESG de gestion passive sur lesquelles Amundi applique une gestion discrétionnaire.

Amundi exclut :

- Les entreprises qui fabriquent des produits complets du tabac (seuils d'application : chiffre d'affaires supérieurs à 5%), y compris les fabricants de cigarettes, car aucun produit ne peut être considéré comme exempt du travail des enfants.

Par ailleurs, la note ESG du secteur du tabac est plafonnée à E (sur l'échelle de notation allant de A à G). Cette politique s'applique aux entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution du tabac (seuils d'application : chiffre d'affaires supérieur à 10%).

- Armement nucléaire

Amundi limite les investissements dans les entreprises exposées à l'armement nucléaire et notamment celles qui sont impliquées dans la production de composants clés/dédiés à l'arme nucléaire.

Amundi exclut :

- Les émetteurs impliqués dans la production, la vente et le stockage des armes nucléaires des Etats qui n'ont pas ratifié le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ou des Etats l'ayant ratifié mais n'étant pas membres de l'OTAN,
- Les émetteurs impliqués dans la production d'ogives nucléaires et/ou de missiles nucléaires complets, ainsi que dans les composants qui ont été développés et/ou modifiés de manière significative en vue d'une utilisation exclusive dans des armes nucléaires,
- Les émetteurs réalisant plus de 5% de leur chiffre d'affaires de la production ou de la vente d'armes nucléaires (à l'exception des composants à double usage et des plateformes de lancement).

Pour plus d'informations sur les modalités de prise en compte des enjeux environnementaux (en particulier les enjeux liés au changement climatique), sociaux et de gouvernance (enjeux ESG) dans sa politique d'investissement, Amundi met à la disposition des investisseurs un rapport « Application de l'article 29 », disponible sur <https://legroupe.amundi.com> (Rubrique Documentation légale).

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 6

Vu la focalisation des investissements dans lesquels ils investissent, les Gérants de fonds non classifiés comme relevant de l'article 8 ou de l'article 9 du règlement (UE) 2019/2088 relatif à la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »), n'ont pas intégré la prise en considération d'activités économiques durables sur le plan environnemental au processus d'investissement du fonds.

Il convient par conséquent de noter que les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Tout au long de l'exercice, le fonds a pris en compte l'indicateur 14 contenu dans les Principales Incidences Négatives* (au sens du Règlement (UE) 2019/2088 précité) via les normes minimales et la politique d'exclusion d'Amundi relatives aux armes controversées, excluant les émetteurs impliqués dans la fabrication, la vente, le stockage ou les services liés aux mines antipersonnel et aux bombes à sous-munitions, interdites par les traités d'Ottawa et d'Oslo, ainsi que les émetteurs impliqués dans la production, la vente ou le stockage d'armes chimiques, biologiques et à l'uranium appauvri, conformément à la politique mondiale d'investissement responsable d'Amundi.

**Appelé en anglais Principal Adverse Impacts (PAI)*

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 septembre 2024**

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION
FONDS D'INVESTISSEMENT A VOCATION GENERALE
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds d'investissement à vocation générale LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds d'investissement à vocation générale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 30/09/2023 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthodes comptables exposé dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Raphaëlle Alezra-Cabessa

2025.01.08 17:36:07 +0100



LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Comptes annuels

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Actif au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Immobilisations corporelles nettes	
Titres financiers	
Actions et valeurs assimilées (A)	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations convertibles en actions (B)	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations et valeurs assimilées (C)	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Titres de créances (D)	
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	62 236 477,25
OPCVM	62 236 477,25
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	
Autres OPC et fonds d'investissements	
Dépôts (F)	
Instruments financiers à terme (G)	6 560,52
Opérations temporaires sur titres (H)	
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	
Créances représentatives de titres donnés en garantie	
Créances représentatives de titres financiers prêtés	
Titres financiers empruntés	
Titres financiers donnés en pension	
Autres opérations temporaires	
Prêts (I) (*)	
Autres actifs éligibles (J)	
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	62 243 037,77
Créances et comptes d'ajustement actifs	11 383,90
Comptes financiers	346 966,17
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	358 350,07
Total de l'actif I+II	62 601 387,84

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Passif au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Capitaux propres :	
Capital	58 247 097,08
Report à nouveau sur revenu net	
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	
Résultat net de l'exercice	4 268 061,54
Capitaux propres I	62 515 158,62
Passifs de financement II (*)	
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	62 515 158,62
Passifs éligibles :	
Instruments financiers (A)	
Opérations de cession sur instruments financiers	
Opérations temporaires sur titres financiers	
Instruments financiers à terme (B)	6 834,51
Emprunts (C) (*)	
Autres passifs éligibles (D)	
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	6 834,51
Autres passifs :	
Dettes et comptes d'ajustement passifs	79 394,65
Concours bancaires	0,06
Sous-total autres passifs IV	79 394,71
Total Passifs : I+II+III+IV	62 601 387,84

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de résultat au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Revenus financiers nets	
Produits sur opérations financières :	
Produits sur actions	
Produits sur obligations	
Produits sur titres de créances	
Produits sur parts d'OPC	
Produits sur instruments financiers à terme	
Produits sur opérations temporaires sur titres	
Produits sur prêts et créances	
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	
Autres produits financiers	26 448,31
Sous-total produits sur opérations financières	26 448,31
Charges sur opérations financières :	
Charges sur opérations financières	
Charges sur instruments financiers à terme	
Charges sur opérations temporaires sur titres	
Charges sur emprunts	
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	
Charges sur passifs de financement	
Autres charges financières	-4 537,86
Sous-total charges sur opérations financières	-4 537,86
Total revenus financiers nets (A)	21 910,45
Autres produits :	
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	
Versements en garantie de capital ou de performance	
Autres produits	
Autres charges :	
Frais de gestion de la société de gestion	-326 311,51
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	
Impôts et taxes	
Autres charges	
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-326 311,51
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	-304 401,06
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	21 005,97
Sous-total revenus nets I = (C+D)	-283 395,09
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :	
Plus ou moins-values réalisées	-1 478 448,51
Frais de transactions externes et frais de cession	-85 013,78
Frais de recherche	
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	
Indemnités d'assurance perçues	
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	-1 563 462,29
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	220 851,57
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	-1 342 610,72

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de résultat au 30/09/2024 en EUR	30/09/2024
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :	
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	6 501 989,02
Ecarts de change sur les comptes financiers en devises	-4 153,24
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	6 497 835,78
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-603 768,43
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	5 894 067,35
Acomptes :	
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	
Impôt sur le résultat V (*)	
Résultat net I + II + III + IV + V	4 268 061,54

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexes aux comptes annuels

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

Sur un horizon de placement de quatre ans au minimum, l'objectif de gestion est la recherche de performance grâce à une gestion active sur les marchés obligataires internationaux.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A1b. Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	30/09/2020	30/09/2021	30/09/2022	29/09/2023	30/09/2024
Actif net en EUR	100 689 722,20	102 807 303,03	78 161 515,21	68 163 822,22	62 515 158,62
Nombre de titres	596 987,391	583 261,900	514 992,549	450 126,468	384 638,405
Valeur liquidative unitaire	168,66	176,26	151,77	151,43	162,52
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	2,78	3,79	-0,11	-4,72	-3,49
Capitalisation unitaire sur revenu	-0,25	-0,62	-0,73	-0,73	-0,73

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

1 Changements de méthodes comptables y compris de présentation en rapport avec l'application du nouveau règlement comptable relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable (Règlement ANC 2020- 07 modifié)

Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels. La comparabilité avec les comptes de l'exercice précédent ne peut donc être réalisée.

Ainsi, conformément au 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement ANC 2020-07, les états financiers ne présentent pas les données de l'exercice précédent ; les états financiers N-1 sont intégrés dans l'annexe.

NB : les états concernés sont (outre le bilan et le compte de résultat) : B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement ; D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets et D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes.

Ces changements portent essentiellement sur :

- la structure du bilan qui est désormais présentée par types d'actifs et de passifs éligibles, incluant les prêts et les emprunts ;
- la structure du compte de résultat qui est profondément modifiée ; le compte de résultat incluant notamment : les écarts de change sur comptes financiers , les plus ou moins-values latentes, les plus et moins-values réalisées et les frais de transactions ;
- la suppression du tableau de hors-bilan (une partie des informations sur les éléments de ce tableau figurent dorénavant dans les annexes) ;
- la suppression de l'option de comptabilisation des frais inclus au prix de revient (sans effet rétroactif pour les fonds appliquant anciennement la méthode des frais inclus) ;
- la distinction des obligations convertibles des autres obligations, ainsi que leurs enregistrements comptables respectifs ;
- une nouvelle classification des fonds cibles détenus en portefeuille selon le modèle : OPCVM / FIA / Autres ;
- la comptabilisation des engagements sur changes à terme qui n'est plus faite au niveau du bilan mais au niveau du hors-bilan, avec une information sur les changes à terme couvrant une part spécifique ;
- l'ajout d'informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés ;
- la présentation de l'inventaire qui distingue désormais les actifs et passifs éligibles et les instruments financiers à terme ;
- l'adoption d'un modèle de présentation unique pour tous les types d'OPC ;
- la suppression de l'agrégation des comptes pour les fonds à compartiments.

2 Règles et méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Exposition directe aux marchés de crédit : principes et règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC (tableau C1f.) :

Tous les éléments du portefeuille de l'OPC exposés directement aux marchés de crédit sont repris dans ce tableau.

Pour chaque élément, les diverses notations sont récupérées : note de l'émission et/ou de l'émetteur, note long terme et/ou court terme.

Ces notes sont récupérées sur 3 agences de notation

Les règles de détermination de la note retenue sont alors :

1er niveau : s'il existe une note pour l'émission, celle-ci est retenue au détriment de la note de l'émetteur

2ème niveau : la note Long Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation

S'il n'existe pas de note long terme, la note Court Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation

Si aucune note n'est disponible l'élément sera considéré comme « Non noté »

Enfin selon la note retenue la catégorisation de l'élément est réalisé en fonction des standards de marchés définissant les notions « Investissement Grade » et « Non Investment Grade ».

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010025049 - Part LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION : Taux de frais maximum de 0,50% TTC.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Swing Pricing

Les souscriptions et les rachats significatifs peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage.

Aux fins de préserver l'intérêt des porteurs présents dans l'OPC la Société de Gestion peut décider d'appliquer un mécanisme de Swing Pricing à l'OPC avec seuil de déclenchement.

Ainsi dès lors que le solde de souscriptions-rachats de toutes les parts confondues est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la Valeur Liquidative. Par conséquent, la Valeur Liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde des souscriptions-rachats est positif (et respectivement négatif) ; l'objectif est de limiter l'impact de ces souscriptions-rachats sur la Valeur Liquidative des porteurs présents dans le fonds.

Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total de l'OPC.

Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion, et ils sont revus à minima sur un rythme trimestriel.

En raison de l'application du Swing Pricing, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement des actifs détenus en portefeuille.

Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Lorsque l'OPCVM est agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires, par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION	Capitalisation	Capitalisation

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	30/09/2024
Capitaux propres début d'exercice	68 163 822,22
Flux de l'exercice :	
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	1 358 233,36
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-11 636 869,39
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	-304 401,06
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	-1 563 462,29
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	6 497 835,78
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	
Autres éléments	
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	62 515 158,62

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice

B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	8 651,955	1 358 233,36
Parts rachetées durant l'exercice	-74 140,018	-11 636 869,39
Solde net des souscriptions/rachats	-65 488,063	-10 278 636,03
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	384 638,405	

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION FR0010025049	Capitalisation	Capitalisation	EUR	62 515 158,62	384 638,405	162,52

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1	Pays 2	Pays 3	Pays 4	Pays 5
		+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées						
Opérations temporaires sur titres						
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers						
Opérations temporaires sur titres						
Hors-bilan						
Futures		NA	NA	NA	NA	NA
Options		NA	NA	NA	NA	NA
Swaps		NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers		NA	NA	NA	NA	NA
Total						

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
Total						

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1c. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts					
Obligations					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Comptes financiers	346,97				346,97
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Futures	NA				
Options	NA				
Swaps	NA				
Autres instruments financiers	NA				
Total					346,97

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1d. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois] (*) +/-	[3 - 6 mois] (*) +/-	[6 - 12 mois] (*) +/-	[1 - 3 ans] (*) +/-	[3 - 5 ans] (*) +/-	[5 - 10 ans] (*) +/-	>10 ans (*) +/-
Actif							
Dépôts							
Obligations							
Titres de créances							
Opérations temporaires sur titres							
Comptes financiers	346,97						
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers							
Opérations temporaires sur titres							
Emprunts							
Comptes financiers							
Hors-bilan							
Futures							
Options							
Swaps							
Autres instruments							
Total	346,97						

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1e. Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1 USD +/-	Devise 2 SGD +/-	Devise 3 CHF +/-	Devise 4 NZD +/-	Devise N Autres devises +/-
Actif					
Dépôts					
Actions et valeurs assimilées					
Obligations et valeurs assimilées					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Créances	11,39				
Comptes financiers	2,93	8,49	4,45	3,95	3,29
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Dettes					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Devises à recevoir					
Devises à livrer					
Futures options swaps	687,60				
Autres opérations					
Total	701,92	8,49	4,45	3,95	3,29

C1f. Exposition directe aux marchés de crédit(*)

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade +/-	Non Invest. Grade +/-	Non notés +/-
Actif			
Obligations convertibles en actions			
Obligations et valeurs assimilées			
Titres de créances			
Opérations temporaires sur titres			
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers			
Opérations temporaires sur titres			
Hors-bilan			
Dérivés de crédits			
Solde net			

(*) Les principes et les règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC selon les catégories d'exposition aux marchés de crédit sont détaillés au chapitre A2. Règles et méthodes comptables.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan Dépôts Instruments financiers à terme non compensés Créances représentatives de titres financiers reçus en pension Créances représentatives de titres donnés en garantie Créances représentatives de titres financiers prêtés Titres financiers empruntés Titres reçus en garantie Titres financiers donnés en pension Créances Collatéral espèces Dépôt de garantie espèces versé Opérations figurant au passif du bilan Dettes représentatives des titres donnés en pension Instruments financiers à terme non compensés Dettes Collatéral espèces		

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

Code ISIN	Dénomination de l'OPC	Société de gestion	Orientation des placements / style de gestion	Pays de domiciliation de l'OPC	Devise de la part d'OPC	Montant de l'exposition
LU1452600437	Lyxor Core US TIPS (DR) UCITS ETF - Monthly Hedged EUR	Amundi Asset Management	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	3 752 295,09
LU2018762653	MULTI-UNITS LUXEMBOURG - Lyxor US Curve Steepening 2-10 UCIT	Amundi Asset Management	Fonds / Obligations	Luxembourg	USD	2 494 120,69
LU1407888137	MULTI UNITS LUXEMBOURG SICAV LYXOR US TREASURY 7 10Y DR UCIT	Amundi Asset Management	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	13 126 228,67
FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	Amundi Asset Management	Monétaire Euro	France	EUR	3 319 385,72
FR0010319996	AMUNDI ABS IC	Amundi Asset Management	Obligations et autres titres de créance Internat.	France	EUR	629 235,12
LU1882464198	AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS SHORT TERM BOND I2 EUR H C	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Monétaire court terme	Luxembourg	EUR	319 880,38
LU2423595854	FCH BY INVEST GRADE EUR BD EG ZC EUR	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	12 742 467,14
LU2402137298	FCH JPM EMER MKT IG-ZEURHDGC	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	4 106 559,27
LU2423593305	FCH JUPITER DYNAMIC BD Z C EUR	AMUNDI LUXEMBOURG SA	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	6 233 766,26
FR0010838722	CPR FOCUS INFLATION FCP I	CPR Asset Management	Obligations et autres titres de créance Internat.	France	EUR	317 860,53
LU1694789378	DNCA INVEST-ALPHA BONDS CLASS I	DNCA FINANCE	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	14 236 643,19
LU1161526659	EDMOND DE ROTHSCHILD FUND - BOND ALLOCATION-K-EUR	Edmond De Rothschild Asset Management (France)	Fonds / Obligations	Luxembourg	EUR	958 035,19
Total						62 236 477,25

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	30/09/2024
Créances		
	Dépôts de garantie en espèces	11 383,90
Total des créances		11 383,90
Dettes		
	Frais de gestion fixe	52 247,88
	Autres dettes	27 146,77
Total des dettes		79 394,65
Total des créances et des dettes		-68 010,75

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	30/09/2024
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	326 311,51
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,50
Rétrocessions des frais de gestion	

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	30/09/2024
Garanties reçues	
- dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	
Garanties données	
- dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	
Autres engagements hors bilan	
Total	

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D4. Autres informations

D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/09/2024
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/09/2024
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			47 041 798,87
	FR0010319996	AMUNDI ABS IC	629 235,12
	FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	3 319 385,72
	LU1882464198	AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS SHORT TERM BOND I2 EUR H C	319 880,38
	FR0010838722	CPR FOCUS INFLATION FCP I	317 860,53
	LU2423595854	FCH BY INVEST GRADE EUR BD EG ZC EUR	12 742 467,14
	LU2402137298	FCH JPM EMER MKT IG-ZEURHDGC	4 106 559,27
	LU2423593305	FCH JUPITER DYNAMIC BD Z C EUR	6 233 766,26
	LU1452600437	Lyxor Core US TIPS (DR) UCITS ETF - Monthly Hedged EUR	3 752 295,09
	LU2018762653	MULTI-UNITS LUXEMBOURG - Lyxor US Curve Steepening 2-10 UCIT	2 494 120,69
	LU1407888137	MULTI UNITS LUXEMBOURG SICAV LYXOR US TREASURY 7 10Y DR UCIT	13 126 228,67
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			47 041 798,87

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/09/2024
Revenus nets	-283 395,09
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	
Revenus de l'exercice à affecter	-283 395,09
Report à nouveau	
Sommes distribuables au titre du revenu net	-283 395,09

Part LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/09/2024
Revenus nets	-283 395,09
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	
Revenus de l'exercice à affecter (**)	-283 395,09
Report à nouveau	
Sommes distribuables au titre du revenu net	-283 395,09
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau du revenu de l'exercice	
Capitalisation	-283 395,09
Total	-283 395,09
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	
Crédits d'impôt totaux	
Crédits d'impôt unitaires	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/09/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-1 342 610,72
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter	-1 342 610,72
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-1 342 610,72

Part LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/09/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-1 342 610,72
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter	-1 342 610,72
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-1 342 610,72
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	
Capitalisation	-1 342 610,72
Total	-1 342 610,72
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TITRES D'OPC			62 236 477,25	99,55
OPCVM			62 236 477,25	99,55
Gestion collective			62 236 477,25	99,55
AMUNDI ABS IC	EUR	2,29411	629 235,12	1,01
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	EUR	3,117	3 319 385,72	5,31
AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS SHORT TERM BOND I2 EUR H C	EUR	274,173	319 880,38	0,51
CPR FOCUS INFLATION FCP I	EUR	1 922,466	317 860,53	0,51
DNCA INVEST-ALPHA BONDS CLASS I	EUR	110 387,2466	14 236 643,19	22,77
EDMOND DE ROTHSCHILD FUND - BOND ALLOCATION-K-EUR	EUR	7 799,684	958 035,19	1,53
FCH BY INVEST GRADE EUR BD EG ZC EUR	EUR	11 148,948	12 742 467,14	20,38
FCH JPM EMER MKT IG-ZEURHDGC	EUR	4 497,431	4 106 559,27	6,57
FCH JUPITER DYNAMIC BD Z C EUR	EUR	5 890,748	6 233 766,26	9,97
Lyxor Core US TIPS (DR) UCITS ETF - Monthly Hedged EUR	EUR	195 430	3 752 295,09	6,00
MULTI-UNITS LUXEMBOURG - Lyxor US Curve Steepening 2-10 UCIT	USD	28 850	2 494 120,69	3,99
MULTI UNITS LUXEMBOURG SICAV LYXOR US TREASURY 7 10Y DR UCIT	EUR	304 649	13 126 228,67	21,00
Total			62 236 477,25	99,55

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total						

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3. Inventaire des instruments financiers à terme

E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
E7 USDEUR 1224	11	6 560,52		687 869,61
Sous-total 1.		6 560,52		687 869,61
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total		6 560,52		687 869,61

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	62 236 477,25
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	
Total instruments financiers à terme - actions	
Total instruments financiers à terme - taux	
Total instruments financiers à terme - change	6 560,52
Total instruments financiers à terme - crédit	
Total instruments financiers à terme - autres expositions	
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	
Autres actifs (+)	358 350,07
Autres passifs (-)	-86 229,22
Passifs de financement (-)	
Total = actif net	62 515 158,62

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION	EUR	384 638,405	162,52

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

COMPTES ANNUELS

29/09/2023

BILAN ACTIF AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	67 411 130,44	76 395 541,34
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	67 294 707,77	76 394 494,31
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	42 643 715,89	76 394 494,31
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	24 650 991,88	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	116 422,67	1 047,03
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	116 422,67	1 047,03
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	1 014 673,43	1 039 811,78
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	1 014 673,43	1 039 811,78
COMPTES FINANCIERS	898 866,69	1 152 098,54
Liquidités	898 866,69	1 152 098,54
TOTAL DE L'ACTIF	69 324 670,56	78 587 451,66

BILAN PASSIF AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	70 623 668,07	78 598 520,31
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-2 128 398,95	-60 574,23
Résultat de l'exercice (a,b)	-331 446,90	-376 430,87
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	68 163 822,22	78 161 515,21
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	116 785,13	1 059,05
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	116 785,13	1 059,05
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	116 785,13	1 059,05
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	1 044 063,15	424 877,34
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	1 044 063,15	424 877,34
COMPTES FINANCIERS	0,06	0,06
Concours bancaires courants	0,06	0,06
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	69 324 670,56	78 587 451,66

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
E7 USDEUR 1222	0,00	62 917,88
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
E7 USDEUR 1223	7 706 015,35	0,00
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RÉSULTAT AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	23 728,84	1 023,27
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	23 728,84	1 023,27
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	1 939,30	14 550,47
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	1 939,30	14 550,47
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	21 789,54	-13 527,20
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	376 338,58	382 492,45
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-354 549,04	-396 019,65
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	23 102,14	19 588,78
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-331 446,90	-376 430,87

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :**Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010025049 - Part LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION : Taux de frais maximum de 0,50% TTC

La rétrocession de frais de gestion à percevoir est prise en compte à chaque valeur liquidative. Le montant provisionné est égal à la quote-part de rétrocession acquise sur la période concernée.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus. Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 29/09/2023 EN EUR

	29/09/2023	30/09/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	78 161 515,21	102 807 303,03
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	1 026 559,61	1 326 939,13
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-11 077 794,36	-12 874 132,02
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	219 143,23	2 406 090,81
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-2 534 628,34	-2 258 449,13
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	222 293,51	3 281,89
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-168 088,76	-127 416,69
Frais de transactions	-29 090,00	-40 849,72
Différences de change	6 177,76	14 320,82
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	2 574 801,68	-12 721 117,06
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-3 300 083,05	-5 874 884,73
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	5 874 884,73	-6 846 232,33
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	117 481,72	21 563,80
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	116 422,67	-1 059,05
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	1 059,05	22 622,85
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-354 549,04	-396 019,65
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	68 163 822,22	78 161 515,21

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
Change	7 706 015,35	11,31
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	7 706 015,35	11,31

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	898 866,69	1,32
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	898 866,69	1,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 SGD		Devise 3 CHF		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	153 350,65	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	145 212,85	0,21	8 179,08	0,01	4 294,93	0,01	6 958,48	0,01
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	7 706 015,35	11,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	29/09/2023
CRÉANCES		
	Ventes à règlement différé	834 541,39
	Dépôts de garantie en espèces	153 350,65
	Autres créances	26 781,39
TOTAL DES CRÉANCES		1 014 673,43
DETTES		
	Achats à règlement différé	974 861,52
	Frais de gestion fixe	63 044,36
	Autres dettes	6 157,27
TOTAL DES DETTES		1 044 063,15
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-29 389,72

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	6 609,934	1 026 559,61
Parts rachetées durant l'exercice	-71 476,015	-11 077 794,36
Solde net des souscriptions/rachats	-64 866,081	-10 051 234,75
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	450 126,468	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	29/09/2023
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	372 227,86
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,50
Rétrocessions des frais de gestion	-4 110,72

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	29/09/2023
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	29/09/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	29/09/2023
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			46 206 859,75
	FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	4 313 174,59
	LU2182388749	AMUNDI PRI US TREAS BD 0-1 Y U ETF DR EH	3 755 557,24
	FR0010838722	CPR FOCUS INFLATION FCP I	350 839,67
	LU2423595854	FCH BY INT GE EO BD EG ZC EUR	8 195 226,72
	LU2402137298	FCH JPM EMER MKT IG-ZEURHDGC	4 941 069,65
	LU1407888137	MULS AMUNDI US TREASURY BD 7 10Y UHCEC	24 650 991,88
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			46 206 859,75

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-331 446,90	-376 430,87
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	0,00	0,00
Total	-331 446,90	-376 430,87

	29/09/2023	30/09/2022
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-331 446,90	-376 430,87
Total	-331 446,90	-376 430,87

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	29/09/2023	30/09/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-2 128 398,95	-60 574,23
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-2 128 398,95	-60 574,23

	29/09/2023	30/09/2022
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-2 128 398,95	-60 574,23
Total	-2 128 398,95	-60 574,23

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/09/2019	30/09/2020	30/09/2021	30/09/2022	29/09/2023
Actif net en EUR	106 253 676,54	100 689 722,20	102 807 303,03	78 161 515,21	68 163 822,22
Nombre de titres	632 841,264	596 987,391	583 261,900	514 992,549	450 126,468
Valeur liquidative unitaire	167,89	168,66	176,26	151,77	151,43
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	2,82	2,78	3,79	-0,11	-4,72
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,17	-0,25	-0,62	-0,73	-0,73

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	EUR	4,216	4 313 174,59	6,33
CPR FOCUS INFLATION FCP I	EUR	2 138,875	350 839,67	0,51
TOTAL FRANCE			4 664 014,26	6,84
LUXEMBOURG				
AMUNDI PRI US TREAS BD 0-1 Y U ETF DR EH	EUR	189 133	3 755 557,24	5,51
DNCA INVEST-ALPHA BONDS CLASS I	EUR	97 456,0263	11 851 627,36	17,39
EDMOND DE ROTHSCHILD FUND - BOND ALLOCATION-K-EUR	EUR	17 363,684	1 872 673,32	2,75
FCH BY INT GE EO BD EG ZC EUR	EUR	7 934,115	8 195 226,72	12,02
FCH JPM EMER MKT IG-ZEURHDGC	EUR	6 055,084	4 941 069,65	7,25
JUPITER DYNAMIC BOND FD-IEURA	EUR	605 554,88	7 363 547,34	10,80
TOTAL LUXEMBOURG			37 979 701,63	55,72
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			42 643 715,89	62,56
Fonds professionnels à vocation générale et équival. d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation cotés				
LUXEMBOURG				
MULS AMUNDI US TREASURY BD 7 10Y UEHCEC	EUR	622 956	24 650 991,88	36,16
TOTAL LUXEMBOURG			24 650 991,88	36,16
TOTAL Fonds professionnels à vocation générale et équival. d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation cotés			24 650 991,88	36,16
TOTAL Organismes de placement collectif			67 294 707,77	98,72
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
E7 USDEUR 1223	USD	-123	116 422,67	0,18
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			116 422,67	0,18
TOTAL Engagements à terme fermes			116 422,67	0,18
TOTAL Instruments financier à terme			116 422,67	0,18
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	USD	-123 646,26	-116 785,13	-0,18
TOTAL Appel de marge			-116 785,13	-0,18
Créances			1 014 673,43	1,49
Dettes			-1 044 063,15	-1,53
Comptes financiers			898 866,63	1,32
Actif net			68 163 822,22	100,00

Parts LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION	EUR	450 126,468	151,43
--	------------	--------------------	---------------

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexe(s)

Produit

LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION (C)

Société de gestion : Amundi Asset Management (ci-après : "nous" ou "la société de gestion"), membre du groupe de sociétés Amundi.

FR0010025049 - Devise : EUR

Site Internet de la société de gestion : www.amundi.fr

Appelez le +33 143233030 pour de plus amples informations.

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») est chargée du contrôle de Amundi Asset Management en ce qui concerne ce document d'informations clés.

Amundi Asset Management est agréée en France sous le n° GP-04000036 et réglementée par l'AMF.

Date de production du document d'informations clés : 02/04/2024.

Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

En quoi consiste ce produit ?

Type: Parts de LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION, fonds d'investissement alternatif (FIA) constitué sous la forme d'un FCP.

Durée : La durée du Fonds est illimitée. La Société de gestion peut dissoudre le fonds par liquidation ou fusion avec un autre fonds conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Obligations et autres titres de créance internationaux

Objectifs: En souscrivant à LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION, vous investissez dans des obligations et autres titres de créance internationaux.

L'objectif de gestion, sur un horizon minimum de placement de 4 ans, est la recherche de performance grâce à une gestion active sur les marchés obligataires internationaux.

En vue de réaliser son objectif, l'équipe de gestion effectue une sélection d'OPC, mettant en place des positions parfois concentrées avec une allocation flexible sur l'ensemble des marchés de taux et de devises.

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition.

L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à posteriori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement et à percevoir des revenus sur la période de détention recommandée avec la capacité de supporter des pertes à hauteur du montant investi.

Le produit n'est pas ouvert aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (la définition de « U.S. Person » est disponible sur le site internet de la société de gestion www.amundi.fr et/ou dans le prospectus).

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) quotidiennement comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur d'actif nette). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ce Fonds, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : Amundi Asset Management -91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France.

La valeur d'actif net du Fonds est disponible sur www.amundi.fr.

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant 4 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques supplémentaires : Le risque de liquidité du marché peut accentuer la variation des performances du produit.

L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds. Veuillez vous reporter au prospectus de LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION.

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances ainsi que la performance moyenne du Fonds au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 4 ans			
Investissement 10 000 EUR			
Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	4 ans
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€7 510	€7 910
	Rendement annuel moyen	-24,9%	-5,7%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€8 610	€8 900
	Rendement annuel moyen	-13,9%	-2,9%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 060	€10 280
	Rendement annuel moyen	0,6%	0,7%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€11 090	€11 060
	Rendement annuel moyen	10,9%	2,6%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Scénario défavorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 31/10/2019 et 31/10/2023

Scénario intermédiaire : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 29/08/2014 et 31/08/2018

Scénario favorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 29/02/2016 et 28/02/2020

Que se passe-t-il si Amundi Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion. En cas de défaillance de la Société de gestion, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et des différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

– qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

– 10 000 EUR sont investis.

Investissement 10 000 EUR		
Scénarios	Si vous sortez après	
	1 an	4 ans*
Coûts totaux	€295	€604
Incidence des coûts annuels**	3,0%	1,5%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 2,18% avant déduction des coûts et de 0,69% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (2,00% du montant investi / 200 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 2,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coûts de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0,00 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	0,93% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	91,22 EUR
Coûts de transaction	0,04% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents pour le produit. Le montant réel variera en fonction du volume de nos achats et ventes.	3,56 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	Il n'y a pas de commission liée aux résultats pour ce produit.	0,00 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : 4 ans. Cette durée est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds. Ce produit est conçu pour un investissement à moyen terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 4 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : les ordres de rachat de parts doivent être reçus avant 12:25 (heure de Paris) le jour d'établissement de la valeur liquidative. Veuillez-vous reporter au prospectus LCL OBLIGATIONS DIVERSIFICATION pour plus de détails concernant les rachats.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Envoyer un courrier à Amundi Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à complaints@amundi.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.amundi.fr.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les statuts, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au Fonds, y compris les diverses politiques publiées du Fonds, sur notre site Internet www.amundi.fr. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la Société de gestion.

Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.amundi.fr.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.amundi.fr.

MENTIONS LÉGALES

Amundi Asset Management

Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France.

Adresse postale : 91-93 boulevard Pasteur CS21564 75730 Paris Cedex 15 - France.

Tél. +33 (0)1 76 33 30 30- amundi.com

Société par Actions Simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555 euros - Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.

Siren : 437 574 452 RCS Paris - Siret : 43757445200029 - Code APE : 6630 Z - N° Identification

TVA : FR58437574452.

Amundi
Investment Solutions

La confiance, ça se mérite